

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES**

du

MARDI 25 JANVIER 2011

Après-midi

**COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

van

DINSDAG 25 JANUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 46 et présidée par M. François-Xavier de Donnea.

01 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'opposition au Congo" (n° 1853)
- **M. Peter Luykx** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la révision de la Constitution congolaise" (n° 2107)
- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la révision de la Constitution congolaise" (n° 2128)
- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la révision de la Constitution et les élections au Congo" (n° 2163)
- **Mme Eva Brems** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les prochaines élections présidentielles au Congo" (n° 2209)
- **M. Patrick Dewael** à la ministre de l'Intérieur sur "les élections au Congo" (n° 2231)

01.01 Peter Logghe (VB): Dans la perspective des élections qui vont avoir lieu très bientôt en RDC, le régime en place à Kinshasa cherche visiblement à contrecarrer par tous les moyens les campagnes électorales menées par l'opposition. La révision constitutionnelle adoptée récemment en témoignait déjà.

Peut-on encore, dans ces conditions, parler d'élections équitables? Le gouvernement belge a-t-il envisagé d'apporter l'une ou l'autre forme de soutien à ce scrutin?

J'ai ouï dire qu'au début du mois de janvier 2011, des heurts opposant la police à des étudiants congolais qui manifestaient pour une sécurité accrue sur les campus avaient fait six morts à Kinshasa.

Le ministre a-t-il eu vent de ces incidents? Si oui, comment y a-t-il réagi dans le cadre de ses contacts avec son homologue congolais? Suit-il de près la révision congolaise au Congo? A-t-il des contacts avec l'opposition locale? Comment interprète-t-il l'extension du pouvoir présidentiel au Congo dans le contexte de cette révision constitutionnelle?

01.02 Peter Luykx (N-VA): Si la Cour constitutionnelle congolaise ne s'oppose pas à la révision de la Constitution approuvée par le Sénat et l'Assemblée nationale, le président pourra dorénavant être élu en un seul tour de scrutin. L'impact pour la démocratie congolaise sera bien évidemment énorme.

Quelle est la réaction de notre pays à l'égard de cette révision constitutionnelle?

01.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le fait que, dorénavant, le président congolais pourra être élu après un seul tour de scrutin et, dès lors, sans majorité absolue, doit nous inquiéter. Le Congo est un pays en situation post-confliktuelle où il convient, précisément, de tout mettre en œuvre pour amorcer le dialogue entre les différents partis. Or ce qui se produit maintenant est une incitation à aller dans le sens contraire. De ce fait, la crainte de voir augmenter la violence est fondée.

Quels engagements la Belgique prendra-t-elle pour que les élections se déroulent pacifiquement au Congo et pour mobiliser aussi d'autres pays? Va-t-on exercer une pression sur les autorités congolaises pour les inciter à revoir leurs conceptions?

01.04 Patrick Dewael (Open Vld): La révision constitutionnelle qui vient d'être adoptée en République Démocratique du Congo (RDC) permettra au président d'être élu après un seul tour de scrutin et donc avec un pourcentage de voix relativement faible.

Que pense le ministre de cette révision? Quelles répercussions aura-t-elle sur la politique et la sécurité? Aurait-il été nécessaire, pour des raisons budgétaires, de supprimer le second tour? Cette révision aura-t-elle pour effet de remettre en question l'aide financière que la Belgique dispense au Congo? Conditionnerons-nous notre aide à l'organisation d'un scrutin honnête? Le ministre dispose-t-il d'indices accréditant la thèse selon laquelle certains députés congolais ont été soudoyés lors du vote sur cette révision constitutionnelle, comme on le murmure ici et là?

Le **président**: Nous devons être très prudents dans notre réaction envers le changement dans l'élection présidentielle. Nous risquons de voir, s'il n'y a qu'un seul tour, un président élu avec peut-être 30 ou 35 % des voix. Par ailleurs, l'opposition sera obligée de se regrouper avant l'élection. Nous pourrions voir des regroupements spectaculaires, qui seraient moins efficaces s'ils avaient lieu entre les deux tours. Des regroupements mûris avant le premier tour portent plus de fruits que ceux décidés à la hâte entre les deux tours. Il n'est pas facile de se prononcer en faveur de l'une ou l'autre solution. D'ailleurs, c'est une affaire congolaise.

En revanche, il faut éviter qu'on puisse modifier la Constitution pour permettre deux mandats. Ce qui a perdu beaucoup de leaders africains, c'est le fait de s'accrocher trop longtemps au pouvoir. Nous devons être déterminés à influencer au mieux le Parlement congolais pour éviter une présidence à vie ou à mandats multiples.

Il me semble aussi très important que l'Union européenne puisse envoyer des observateurs internationaux au Congo, sous la présidence éventuelle d'un représentant du Parlement européen, pour éviter la fraude électorale. Cela me semble plus important que de nous immiscer dans ce système électoral. La Belgique n'est peut-être pas la mieux placée pour donner des leçons d'efficacité des systèmes électoraux: le nôtre est en train de démontrer sa faillite complète.

Quand je me rends au Congo, je constate qu'il y a des progrès. Certes, ils sont fragiles, de nombreux problèmes subsistent et la pauvreté y interpelle. Toutefois, la vie dans les régions les plus sinistrées reprend son cours normal et la sécurité s'améliore. Il faut dès lors veiller à ne pas affaiblir les efforts du gouvernement actuel sur certains plans. Ceci n'engage évidemment que moi.

01.05 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La vie politique au Congo est de plus en plus marquée par la perspective des élections présidentielles et législatives de novembre 2011. C'est dans ce cadre qu'il a été procédé à la récente révision de la Constitution. Apparemment, la volonté politique d'organiser les élections à temps existe. L'inscription des électeurs se poursuit, même si le processus est encore assez lent. Un progrès est enregistré actuellement concernant la nomination des membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). L'État congolais est disposé à prendre en charge 60 % du financement des élections.

La campagne électorale n'a pas encore débuté officiellement mais de nombreux partis et responsables politiques se préparent déjà très activement. Après un séjour de trois ans dans notre pays, Etienne Tshisekedi est retourné à Kinshasa. Il n'a pas annoncé sa candidature aux élections présidentielles. L'ancien

président de l'Assemblée nationale, M. Vital Kamerhe, a annoncé voici peu sa démission du parti de la majorité, le PPRD, et a fondé son propre parti, l'UNC. Lors de sa visite dans l'Est du Congo, une série d'incidents ont effectivement eu lieu. On parle d'une alliance de ces opposants avec le MLC de Jean-Pierre Bemba au deuxième tour des élections présidentielles. D'après certains observateurs, cette situation aurait suscité un sentiment d'urgence dans l'entourage du président Kabila.

C'est pourquoi il a été proposé début janvier 2011 de modifier la constitution afin de limiter les élections présidentielles à un seul tour. Malgré le boycottage de l'opposition, la proposition a été approuvée le 15 janvier, ce qui devrait accroître considérablement les chances du président Kabila.

On observe une amélioration progressive en RDC depuis 2000 mais cette amélioration extrêmement lente reste très fragile. La RDC est une jeune démocratie pour laquelle l'organisation d'élections constitue un réel défi. Aussi la Belgique prône-t-elle depuis un certain temps un encadrement solide par la communauté internationale. La récente révision de la Constitution est une source de préoccupation qui doit susciter la vigilance internationale.

Le 3 janvier, le porte-parole du gouvernement congolais a exprimé le souhait de réviser la Constitution afin de réduire les élections à un seul tour. Le 15 janvier, ce changement a été approuvé par le Congrès à la majorité des trois cinquièmes. La proposition de modifier la Constitution est actuellement examinée par la Cour constitutionnelle qui a deux semaines pour rendre son avis. Cette modification poursuit un triple objectif: réduire les coûts, renforcer la sécurité et éviter la fragmentation du paysage politique par le regroupement obligatoire des partis.

Les États membres de l'UE et les États-Unis se sont concertés sur la position que doit adopter la communauté internationale à ce sujet. Tout d'abord, il a été constaté que cette modification de la Constitution avait pris chacun de court. En principe, il appartient aux autorités congolaises de décider en toute indépendance de la manière dont elles entendent organiser les élections.

La décision relative à la modification de la Constitution a été prise légalement et la communauté internationale doit s'abstenir de commenter ce point. L'on peut toutefois se poser quelques questions sur les circonstances dans lesquelles une décision aussi importante a été prise ainsi que sur la rapidité du processus. Les élections en deux tours constituaient un des fondements de la Constitution de 2006. Les chefs de mission de l'UE ont également exprimé leur déception et leur inquiétude face à cette évolution. La communauté internationale espère que cette décision ne constituera pas un obstacle à l'ancrage de la démocratie au Congo. La liberté d'expression et d'opposition doit être garantie.

La Belgique souligne qu'il est impératif, cette fois, d'organiser également des élections locales. La suppression du deuxième tour permet d'avancer la date de la tenue des élections locales. J'ai toujours insisté auprès de mes partenaires congolais pour que ces élections locales puissent avoir lieu.

La Belgique a conscience des conséquences du nouveau système électoral, dans le cadre duquel un candidat de l'opposition ne peut en fait gagner les élections qu'avec le soutien de l'ensemble de l'opposition. Cette modification subite des règles du jeu peut entraîner des problèmes de sécurité en cas de contestation de la légitimité du président élu.

Les partenaires européens se situent dans une assez large mesure sur la même longueur d'onde. Nous exerçons heureusement une influence morale assez grande dans le cadre de la concertation entre les États membres de l'Union européenne pour la détermination d'une position européenne. Une déclaration européenne a été publiée hier.

Selon certaines rumeurs, en effet, il aurait été question de corruption lors du vote sur la révision de la Constitution, mais je ne puis rien confirmer pour l'heure. Notre chargé d'affaires à Kinshasa a exposé notre point de vue lors d'un entretien avec le premier ministre congolais.

Les principaux donateurs financiers dans le cadre des élections congolaises sont jusqu'à présent la

Commission européenne, le Royaume-Uni et la Belgique. Pour 2011, la Commission européenne a dégagé une contribution de 47,5 millions d'euros.

Le Royaume-Uni a libéré 22 millions de livres pour l'ensemble du processus. Pour ce qui est du budget belge, il reste 6 millions de dollars du précédent tour de scrutin qui n'ont pas encore été alloués mais sont disponibles. La Belgique a prévu un financement de 12,5 millions d'euros au total pour la période 2010-2011, dont 7,5 millions d'euros ont déjà été alloués par le SPF Coopération au Développement, 5 autres millions d'euros étant disponibles par le biais de la ligne budgétaire Construction de la paix du département des Affaires étrangères. Ce dernier montant n'a toutefois pas encore été attribué.

(En français) Je suis assez d'accord avec le plaidoyer du président de la commission en faveur d'une mission électorale forte.

(En néerlandais) L'UE enverra probablement une mission d'observation afin de contrôler que l'ensemble des opérations électorales se déroule bien. C'est une excellente initiative.

Pour l'instant, la Belgique n'est pas revenue sur sa décision de soutenir financièrement le processus électoral. Toutefois, la Commission européenne et notre pays considèrent que le gouvernement congolais doit informer sans tarder ses partenaires des effets de la révision constitutionnelle sur ce processus. Il va sans dire que nous ne verserons notre argent que si les préparatifs de ce processus se déroulent correctement. Quoique cela soit également l'intention de la Commission européenne, certains États membres ont estimé qu'il serait excessif d'inclure dans le texte une clause allant dans ce sens.

Le bénéfice budgétaire de la suppression d'un second tour de scrutin ne représente que 3 % du budget total. Cette incidence limitée est due au fait que les dates de certaines élections coïncideraient. Il me semble donc que l'argument utilisé par le gouvernement de Kinshasa pour justifier cette suppression – argument qui se résume à réaliser ainsi d'importantes économies – n'est pas valable.

À ce jour, nous ne disposons d'aucun élément indiquant clairement qu'il existerait un lien entre les incidents violents du 13 janvier 2011 sur le campus de l'Université de Kinshasa et la révision constitutionnelle. Il est beaucoup plus vraisemblable que ces incidents soient liés à l'insécurité sur ce campus et aux conditions de vie difficiles des étudiants.

Les émeutes auraient été attisées par la présence de fauteurs de troubles – les fameux *Kulun*. Différentes sources font état de plusieurs morts et de nombreux blessés. Actuellement, nous sommes en plein travail de collecte d'informations concernant l'intervention des forces de police. Lorsque nous en disposerons, nous y donnerons éventuellement suite.

01.06 Peter Logghe (VB): Du fait de cette révision de la Constitution, des élections libres semblent déjà compromises avant même que le premier vote soit exprimé. On dirait que le gouvernement belge a été pris de vitesse par cette réforme. Je m'étonne que les 6 millions de dollars bloqués soient malgré tout débloqués. En outre, rien ne garantit que des élections locales seront aussi organisées.

01.07 Peter Luykx (N-VA): La motivation de M. Kabila de réduire les coûts de l'organisation des élections et d'en accélérer la tenue ne constitue en réalité qu'un prétexte fallacieux. Le président change les règles de façon à empêcher l'opposition de se préparer dans les délais. Les règles du jeu sont modifiées en plein tournoi.

01.08 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Même si la Constitution a été modifiée en toute légalité, certains signaux sont très inquiétants. Il est judicieux que le ministre ait mis l'accent sur les élections locales. Les ONG belges sont sur la même longueur d'onde. Selon le ministre, il n'est cependant pas certain, pour des raisons logistiques, que les élections pourront être avancées ou déplacées. Les arguments d'ordre logistique ne doivent cependant pas devenir un prétexte pour ne pas les organiser. L'Europe a publié une déclaration, mais le ministre n'a pas révélé la manière dont la Belgique communiquerait son inquiétude en tant que pays.

01.09 Patrick Dewael (Open Vld): Nous devons en effet nous garder de jouer les moralisateurs à l'égard d'autres pays, mais l'aspect budgétaire n'est certainement pas à la base de la révision de l'ensemble du système.

Les attentes qui ont été créées lors de la préparation des premières élections n'ont jamais été rencontrées. Nous devons être davantage qu'un observateur attentif, également parce que l'effort budgétaire de notre pays est énorme.

01.10 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La conditionnalité de l'attribution des moyens porte également sur les 6 millions de dollars et les 5 millions qui n'ont pas encore été engagés et concerne l'ensemble du processus électoral. Je ne puis m'imaginer que nous libérions ces fonds sans garanties sur le déroulement de l'ensemble du processus. Cela n'a pas davantage été le cas en 2006. La diplomatie belge a veillé en premier lieu à l'élaboration d'une position européenne forte. Notre chargé d'affaires belge a pu exposer de façon plus précise les préoccupations des autorités belges au premier ministre congolais.

Le **président**: L'important, c'est que la communauté internationale envoie des observateurs durant toute la campagne électorale et pas seulement le jour des élections. L'observation correcte des élections est à ce prix.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les troubles en Tunisie" (n° 1916)
- M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Tunisie" (n° 1997)
- Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation des Belges en Tunisie" (n° 2008)
- M. Patrick Moriau au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la contestation sociale et politique en Tunisie" (n° 2043)
- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Tunisie et dans les pays voisins" (n° 2125)
- M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les récents événements en Tunisie" (n° 2142)
- M. Olivier Maingain au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les mesures envisagées à la suite de la répression menée par les autorités tunisiennes face aux mouvements de protestation" (n° 2155)
- M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Tunisie" (n° 2160)
- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position de la Belgique à l'égard du régime tunisien déchu" (n° 2170)
- Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le régime transitoire tunisien" (n° 2181)
- M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les répercussions que pourrait avoir la révolution tunisienne dans la région nord-africaine" (n° 2229)
- Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Tunisie" (n° 2265)
- M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Tunisie" (n° 2268)
- M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la contestation sociale et politique en Tunisie" (n° 2312)

02.01 Alexandra Colen (VB): Le site dewereldmorgen.be annonçait le 31 décembre 2010 que des milliers de Tunisiens étaient déjà descendus dans la rue en fin d'année pour protester contre le président Ben Ali. La presse étant muselée en Tunisie, les médias traditionnels n'avaient pas pu relayer cette information.

Le ministre était-il alors au courant de ces protestations? Pourquoi les médias n'ont-ils pas pu communiquer directement à ce sujet et a-t-il fallu des bloggeurs anonymes pour les informer?

Combien de Belges se trouvaient-ils en Tunisie lorsque les incidents ont éclaté? Combien d'incidents impliquaient-ils des Belges? Notre gouvernement a-t-il aidé nos compatriotes désireux de quitter le pays? Des dispositions ont-elles été prises pour évacuer nos compatriotes d'Algérie, de Libye, d'Égypte et du Liban si la situation venait à se dégrader aussi dans ces pays?

La Belgique a toujours entretenu de bonnes relations bilatérales avec la Tunisie. Nos autorités étaient-elles conscientes de la nature du régime de Ben Ali? Ont-elles insisté lors des contacts bilatéraux sur le respect de la démocratie et des droits de l'homme? Ont-elles assorti leurs demandes de conséquences? Quelle a été la réaction des Tunisiens?

02.02 Christian Brotcorne (cdH): Aujourd'hui, la transition démocratique est loin d'être assurée en Tunisie. Des manifestations et des heurts éclatent encore un peu partout dans le pays. Rien n'est gagné.

Que fait la Belgique, que font les démocraties occidentales et l'Union européenne pour s'assurer que cette évolution vers la démocratie soit effective? Nous pouvons rester dubitatifs à voir la lenteur des réactions de soutien de la Belgique et de l'Union européenne. Est-ce la France qui donne le ton en Europe?

Nos démocraties ne préféraient-elles pas à un régime vraiment démocratique une stabilité, fût-elle assortie à un régime autoritaire? Nous avons le sentiment que l'Occident avait fait le choix de ces régimes autoritaires, garants de la stabilité.

Quels sont aujourd'hui les intérêts belges en Tunisie? Qu'en est-il de nos ressortissants? La France et la Suisse vont prendre des mesures pour geler les avoirs financiers du clan Ben Ali. Êtes-vous au courant d'actions similaires au niveau belge? Où en est le statut de rehaussement de la Tunisie auprès de l'Union européenne? Peut-on imaginer que ce processus, que la presse qualifie de contagion, se répande aux pays limitrophes de la Tunisie qui connaissent aussi des situations de régimes forts ou dictatoriaux?

02.03 Karolien Grosemans (N-VA): Après qu'un vendeur de légumes tunisien s'est immolé par le feu en décembre 2010, de graves affrontements ont eu lieu et ont, à ce jour, déjà entraîné la mort de plusieurs dizaines de personnes.

Combien de compatriotes séjournent en Tunisie? Des mesures ont-elles déjà été prises pour les protéger? Les organisateurs de voyages ont-ils déjà été contactés? Quelles sont les conséquences diplomatiques de ces incidents?

Après le départ de l'ancien président Ben Ali, la situation politique en Tunisie est encore sous haute tension. Un gouvernement d'union nationale a toutefois été mis en place et il devrait être maintenu jusqu'à l'organisation des prochaines élections présidentielles et législatives.

Quelle position la Belgique adopte-t-elle par rapport au gouvernement de transition tunisien? Notre pays reconnaît-il l'administration provisoire? Le ministre peut-il commenter l'aide que l'Union européenne veut mettre en place? Quels engagements notre pays prendra-t-il? Quelles conséquences la révolution tunisienne a-t-elle pour la diplomatie belge? De quel plan par étapes l'ambassade belge à Tunis dispose-t-elle pour assurer la sécurité de nos compatriotes?

02.04 Peter Luykx (N-VA): Dans la région nord-africaine, plusieurs pays sont confrontés, comme la Tunisie, à une population jeune, un taux de chômage élevé, de l'inflation et de la corruption. La révolution tunisienne du jasmin peut dès lors avoir un effet domino.

Le ministre tient-il compte de cet effet domino? Une concertation a-t-elle eu lieu avec les ambassadeurs en Afrique du Nord? A-t-il une idée du nombre total de compatriotes qui séjournent encore en Tunisie? Comment le gouvernement belge réagira-t-il lorsque la révolution tunisienne s'élargira à d'autres pays?

02.05 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Le soulèvement citoyen en Tunisie a eu pour conséquence le départ de M. Ben Ali. Les forces politiques ont décidé la création d'un gouvernement d'union nationale, mais la population a contesté ce processus. Les partis d'opposition effectuent leur retour. Il avait été décidé tout d'abord de former un gouvernement sur la base d'élections organisées dans les deux mois, mais on s'est vite

rendu compte que c'était impossible et qu'organiser des élections sur une vraie base démocratique impliquait de revoir la loi électorale et même la Constitution.

Nombre d'observateurs ont fait état d'une possible contagion vers le Yémen, l'Algérie et le Liban, qui connaissent déjà une grande instabilité politique.

Quel regard portez-vous sur les événements en Tunisie? Partagez-vous l'affirmation d'un écologiste européen selon laquelle, si la dictature est tombée, le système de cette dictature serait toujours présent et qu'il faudrait bien plus de temps pour le démanteler, et permettre aux autres partis de se reconstruire?

On aimerait aussi entendre les propos que vous avez pu tenir à l'occasion de la fin de la présidence de l'Union européenne au niveau européen et au niveau belge.

La famille Ben Ali-Trabelsi dispose-t-elle de biens en Belgique? Ont-ils été gelés?

Selon vous, démocratie et islam peuvent-ils aller de pair?

02.06 Denis Ducarme (MR): De quelles informations disposez-vous sur la situation des Belges résidant en Tunisie? Combien d'entre eux ont-ils souhaité être rapatriés? Quid de nos intérêts économiques sur place? Quelles sont les initiatives à envisager si la situation se détériorait encore?

Quels sont les conseils que le ministère des Affaires étrangères a donnés à nos compatriotes souhaitant se rendre en Tunisie et à ceux qui y séjournent déjà? Il semblerait que sa réaction n'ait pas été très prompte. Comment la jugez-vous et quels enseignements en tirez-vous?

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a réclamé, le 11 janvier, la suspension des négociations relatives à un partenariat plus approfondi entre l'Union européenne et la Tunisie.

Quelle est la position de la Belgique à ce sujet? Il serait utile de voir comment la transition démocratique va se dérouler avant de reprendre cette négociation. Nous ne savons pas du tout ce que nous aurons comme partenaire potentiel demain. Le risque islamiste est présent. Il y avait beaucoup de points négatifs dans le régime de Ben Ali, mais il y avait aussi des éléments positifs, comme la situation des femmes. Qu'en sera-t-il demain, vu le risque islamiste?

Quid de la situation de notre représentation en Tunisie aujourd'hui? Disposons-nous des moyens pour que la Belgique puisse continuer à être représentée dans les meilleures conditions? Quid également de la représentation de la Tunisie en Belgique?

Pour terminer, je voudrais savoir si Ben Ali a été exclu de l'Internationale socialiste.

02.07 Philippe Blanchart (PS): Êtes-vous satisfait de la réponse de l'Union européenne à la crise tunisienne? Pensez-vous qu'elle devrait poser des actes plus concrets, telle la suspension des négociations sur l'octroi d'un statut avancé à la Tunisie? Quel est le volume d'aide directe que l'Union européenne octroie à la Tunisie? Confirmez-vous l'information selon laquelle il y aurait un accord sur le principe d'un gel des avoirs de Ben Ali et de ses proches?

Il serait opportun que cette procédure de rehaussement des relations soit gelée aussi longtemps que les violences à l'égard de la population continuent. Le réseau euroméditerranéen a régulièrement dénoncé l'attitude conciliante de l'Union européenne.

Pouvez-vous nous informer du contenu de vos discussions avec M. Kamel Morjane? Avez-vous entretenu d'autres contacts avec lui depuis le départ de Ben Ali? Vous a-t-il fait part des mesures que le gouvernement provisoire compte mettre en place?

Nos services de renseignements ont-ils analysé la dangerosité du mouvement islamiste El Nahda, pour lequel un projet de loi d'amnistie internationale a été adopté? Que vous inspire le fait que Ben Ali ait brandi la menace islamiste pour conserver le soutien de l'Occident? Que pensez-vous d'une participation des islamistes dans le jeu démocratique qui démarrerait en Tunisie?

Des mesures de sécurité particulières ont-elles déjà été prises relativement aux Belges vivant en Tunisie? Cette crise a-t-elle un impact sur les entreprises belges actives en Tunisie? Peut-on s'attendre à d'autres bouleversements politiques en Afrique du Nord?

02.08 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Après un mois d'émeutes, le président Ben Ali quitte le pays le 14 janvier et se réfugie en Arabie saoudite. Après son départ, l'état d'urgence est décrété. L'armée intervient pour mettre fin aux pillages. Elle s'oppose à la garde de Ben Ali et arrête aussi des proches du régime impliqués dans la répression des émeutes. Foued Mebazaa, président du Parlement, est nommé président par interim par le Conseil constitutionnel le 15 janvier. Il reconduit Mohamed Ghannouchi, premier ministre, dans ses fonctions et le charge de former un gouvernement d'union nationale. Le nouveau gouvernement, composé de 24 ministres dont huit appartenant à l'ancien régime, est présenté par Mohamed Ghannouchi le 17 janvier, alors que des milliers de Tunisiens protestent encore pour demander la dissolution du parti du président déchu.

Le premier ministre annonce la tenue d'élections législatives et présidentielles dans les six mois. Les protestations se poursuivent toutefois et plusieurs ministres de l'opposition démissionnent. Des mesures d'apaisement sont prises par le parti de l'ex-président, qui exclut sept membres dont Ben Ali et ses proches conseillers, ainsi que par le premier ministre Ghannouchi et le président Foued Mebazaa, qui résilient tous deux leur carte du RCD. Le premier ministre annonce notamment la libération des prisonniers d'opinion, la légalisation de tous les partis, la liberté totale d'information ainsi que la levée de l'interdiction d'activités d'ONG, dont la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

Par ailleurs, des investigations sont lancées contre les responsables soupçonnés de corruption.

Mais la situation reste incertaine face à une mobilisation antigouvernementale qui ne faiblit pas. Ce lundi 24 janvier, une grève illimitée des instituteurs, réclamant le départ des anciens ministres de Ben Ali, a une nouvelle fois montré la situation fragile dans laquelle se trouvent les autorités tunisiennes.

Malgré la poursuite des manifestations, la sécurité s'améliore de jour en jour. Les Tunisiens sont retournés au travail et de plus en plus de commerces et de banques ouvrent.

(*En néerlandais*) On compte 1 483 Belges inscrits dans le registre de l'ambassade belge à Tunis et 203 autres compatriotes ont communiqué leurs coordonnées. Du vendredi 14 au dimanche 16 janvier 2011, Thomas Cook et Jetair ont rapatrié 1 317 touristes belges; 32 personnes ont refusé le rapatriement. Les vols à destination de la Tunisie depuis notre pays ont été suspendus le 14 janvier.

L'ambassade belge communique avec la communauté belge en Tunisie par le biais d'un système pyramidal, avec des chefs de secteur qui relaient l'information de l'ambassade aux compatriotes dans leur secteur. Une concertation est aussi organisée avec les organisateurs de voyages belges. Par ailleurs, une concertation ad hoc permanente est organisée avec la délégation de l'UE et les principales ambassades de l'UE. Les Affaires étrangères sont en contact avec l'*Association of Belgian Touroperators*. Actuellement, il est déconseillé aux voyageurs de se rendre en Tunisie pour des raisons non essentielles.

Ces derniers jours, la situation se normalise et nos compatriotes font moins souvent appel à l'ambassade. Aucune mesure n'a encore été prise pour évacuer des citoyens de l'UE de cette région.

(*En français*) Mes services n'ont pas connaissance de cas de ressortissants belges blessés dans les manifestations. Un Belgo-tunisien a été arrêté mais relâché peu après. Notre poste à Tunis (et ceux des

autres États membres de l'Union européenne) sont dotés d'un personnel compétent, qui a fait face avec efficacité à la situation d'urgence. Des réunions de coordination entre nos postes ont eu lieu sur place.

J'en viens à la réaction de l'Union européenne par rapport aux événements. La Haute Représentante, Lady Catherine Ashton, et le commissaire en charge de l'élargissement et de la politique de voisinage, M. Stefan Füle, ont fait trois déclarations, les 10, 14 et 17 janvier. La dernière appelle à une transition pacifiée vers des élections démocratiques. L'Union européenne propose son assistance à la préparation et à l'organisation des élections et à la rencontre, le cas échéant, des besoins urgents du peuple tunisien. Les outils de l'accord d'association et du futur statut avancé sont en cours de négociation. La Belgique y prête attention.

La Tunisie sera aussi à l'agenda du Conseil Affaires étrangères du 31 janvier prochain à Bruxelles, qui devrait se prononcer sur la mise en œuvre du soutien de la transition démocratique et sur les modalités pratiques et financières de l'assistance à l'organisation des élections.

Le gouvernement de transition doit entendre et respecter les aspirations populaires. Les outils et moyens de l'Union européenne doivent être utilisés à cette fin. La situation sur le terrain requiert notre vigilance.

Il y a un consensus dans l'Union européenne sur le principe d'un gel des avoirs de l'ancien président Ben Ali. Cette décision devrait être formalisée lors du prochain Conseil Affaires étrangères du 31 janvier. Mes services recherchent aussi d'éventuels biens de la famille Ben Ali-Trabelsi en Belgique.

On a prétendu que l'Union européenne n'avait pas pris la mesure des enjeux tunisiens. C'est là un mauvais procès: depuis des années, l'Union européenne a mis en exergue les impératifs d'ouverture et de démocratie auxquels devait répondre le pouvoir tunisien. L'accord d'association de 1995 nous a permis de répéter ce message, de même que les dernières négociations sur le statut avancé. Nous devons poursuivre dans cette voie. Les outils politiques, financiers et techniques sont les meilleurs leviers pour pousser le gouvernement de transition à respecter les revendications populaires.

L'enveloppe financière allouée à la Tunisie dans le nouveau programme indicatif national pour la période 2011-2013 s'élève à 240 millions d'euros.

La Belgique a suivi avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation en Tunisie ces dernières semaines.

(En néerlandais) Le 11 janvier, l'ambassadeur belge à Tunis a évoqué les événements avec mon homologue, M. Kemal Morjane.

(En français) Cette conversation a eu lieu avec le ministre des Affaires étrangères par l'entremise de notre ambassadeur. Le ministre a reconnu le caractère sérieux de la situation.

(En néerlandais) Il déplore les morts et espère que le calme reviendra rapidement. Il considère que le taux de chômage élevé, dû en partie à la crise internationale, est le principal problème.

(En français) J'ai témoigné de ma sympathie à l'égard du peuple tunisien en publiant deux communiqués de presse, le premier le 12 janvier, lorsque les émeutes sont devenues violentes, et le second le 14 janvier, après le départ du président Ben Ali.

La Belgique considère qu'il faut que le gouvernement de transition jouisse du plein soutien du peuple afin de jeter les bases de la démocratie en Tunisie.

Ce gouvernement a pour mission principale de mettre en place les conditions requises pour tenir des

élections libres et transparentes qui garantiront au peuple tunisien un avenir basé sur ses propres choix exprimés au travers d'un processus démocratique.

(En néerlandais) Par le biais de l'*universal periodic review* de la Tunisie, la Belgique a formulé en avril 2008 plusieurs recommandations quant à la liberté de la presse et la protection des défenseurs des droits de l'homme.

L'ambassade de Belgique à Tunis et le département des Affaires étrangères à Bruxelles sont aussi régulièrement en contact avec les membres de l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme en Tunisie, malgré la pression du régime. De ce fait, nous restons en rapport étroit avec les personnes qui exercent actuellement le pouvoir à Tunis.

La préoccupation de la Belgique en matière de droits de l'homme et notre position critique vis-à-vis du déroulement des élections présidentielles en 2009 ont provoqué une crise de plusieurs mois dans les contacts bilatéraux avec le régime de Ben Ali.

(En français) On peut s'attendre à ce que les événements en Tunisie aient des conséquences d'ordre stratégique sur les pays arabes, en particulier ceux d'Afrique du Nord. Certains pays de la région sont inquiets et adoptent des mesures dans le domaine socioéconomique.

Le chômage des jeunes représente un défi particulier pour ces pays. Au-delà du volet socioéconomique, il importe de renforcer les mesures visant à endiguer la corruption, voire le népotisme. L'absence de libertés publiques et individuelles dans les pays en question est également un facteur pouvant faire émerger des mouvements sociaux.

Dans le contexte actuel de retour à la démocratie et de libéralisation du régime, nous ne pouvons pas exclure un retour de l'islamisme sur la scène politique. Le parti islamiste tunisien Ennahda a déjà annoncé son intention de participer aux élections législatives. Toutefois, la Tunisie entretient une pratique laïque du pouvoir depuis son indépendance en 1956 et aucun dirigeant islamiste n'y a vraiment émergé. Il est donc difficile d'évaluer le soutien au mouvement islamiste car ses partisans ont eu tendance à cacher leurs opinions sous le régime de Ben Ali.

La Belgique est tout à fait prête à accompagner le processus démocratique en marche en Tunisie. J'ai demandé à mes services de me soumettre des propositions concrètes à cet égard.

02.09 Alexandra Colen (VB): Si je comprends bien, les contacts avec la Tunisie se limitaient à des contacts avec l'opposition? La Belgique a-t-elle également attiré l'attention du régime officiel sur la situation des droits de l'homme?

02.10 Steven Vanackere, ministre *(en néerlandais)*: La crise qui a fait suite aux élections présidentielles a perduré durant une bonne partie de l'année 2010. Aucun contact officiel n'a eu lieu alors. Dans le cadre d'une réunion Euromed organisée en octobre 2010, j'ai eu en tout et pour tout un seul contact avec mon collègue en charge du commerce et j'ai abordé à ce moment-là la question des droits de l'homme. La réaction virulente du régime à des propos tenus par M. Leterme, alors ministre des Affaires étrangères, ne nous a pas empêchés d'entretenir les contacts avec l'opposition par l'intermédiaire de nos diplomates.

02.11 Alexandra Colen (VB): On peut pourtant lire sur le site des Affaires étrangères que les investissements belges et les visites régulières constituent la preuve des relations bilatérales durables entre les deux pays.

02.12 Steven Vanackere, ministre *(en néerlandais)*: Il ne faut pas confondre les relations bilatérales avec un pays et les relations avec un régime ou des autorités. Nos liens économiques avaient du sens pour le peuple tunisien.

02.13 Alexandra Colen (VB): Il nous incombe à présent d'apporter notre pierre à l'édifice, par le biais de l'Union européenne, pour contribuer à gérer au mieux la situation.

02.14 Christian Brotcorne (cdH): Votre réponse me satisfait globalement. M. Leterme, lorsqu'il était

ministre des Affaires étrangères, avait tenu des propos relativement durs vis-à-vis de la Tunisie, au moment de la réélection de M. Ben Ali. Les autres pays attendent de voir comment nous, les Occidentaux, allons réagir. C'est aussi grâce à notre capacité de réaction et d'accompagnement efficace du processus démocratique en Tunisie que les choses pourront évoluer. L'Union européenne ne peut plus décevoir et ne peut pas rater le moment-clef que nous vivons; au nom de ses valeurs, il faut absolument qu'elle puisse convaincre.

02.15 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Il serait intéressant que vous reveniez préciser le futur statut avancé auquel il conviendrait de conférer une "envergure inédite".

Nous avons vu circuler pas mal d'informations relatives au soutien apporté par plusieurs chefs d'État, notamment l'Italie et la France. Le maintien d'un pouvoir fort aux frontières de l'Europe arrangeait de nombreux pays occidentaux.

Selon Amnesty International, les services devraient se montrer attentifs à la transition démocratique (commissions d'enquête, libération des prisonniers politiques, procès équitables conformes aux standards démocratiques européens, liberté de la presse, etc.).

L'ONU pourrait assurer un suivi pour la mise en place des élections. Nous pourrions également jouer un rôle au niveau des relations bilatérales et dans les relations de l'Union européenne avec la Tunisie.

J'espère que l'Union européenne et la Belgique suivront de manière plus proactive les évolutions qui pourraient avoir lieu dans les autres pays.

02.16 Philippe Blanchart (PS): La Tunisie a bénéficié de cinq milliards d'euros d'aide européenne depuis 1978. À l'avenir, les financements devront être liés à des résultats en termes de développement de la démocratie.

Concernant l'Internationale socialiste, je voudrais dire que l'on ne maîtrise pas toujours ce genre d'institution. On a parlé de M. Urbain. On pourrait également citer M. Mampaka, qui est parti en Libye; ou rappeler que l'Internationale libérale compte en son sein un parti colombien de trafiquants de drogue; ou que le PPE compte en son sein des partis d'extrême droite. Donnons de la hauteur au débat politique!

02.17 Christian Brotcorne (cdH): Contrairement à ce qu'a cru comprendre M. Ducarme, je n'ai pas mis en cause l'Internationale socialiste. J'ai fait référence à un ministre d'État, sans signaler son appartenance, pour justifier que certains s'accommodaient davantage de régimes forts plutôt que de régimes démocratiques. Sans plus.

Le **président**: Ne polémiqons pas sur des personnes, surtout en leur absence.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le vote de la Belgique en faveur de la Libye au Conseil des droits de l'homme de l'ONU" (n° 2110)
- **M. Bruno Tuybens** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le soutien de la candidature libyenne au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies" (n° 2127)
- **Mme Eva Brems** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "son appui à la candidature de la Libye au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies" (n° 2161)
- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'entrée de la Libye au Conseil des droits de l'homme de l'ONU" (n° 2173)
- **Mme Ingeborg De Meulemeester** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le soutien belge à la Libye au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies" (n° 2179)
- **Mme Gwendolyn Rutten** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes

institutionnelles sur "l'entrée de la Libye au Conseil des droits de l'homme de l'ONU" (n° 2194)

- Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la désignation de la Libye comme présidente du Conseil des droits de l'homme à l'ONU" (n° 2267)

03.01 Christian Brotcorne (cdH): Dans *De Morgen* du 15 janvier 2011, on apprend que la Belgique aurait voté en faveur de la Libye en vue de son accession à un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Or, la mission du Conseil est de promouvoir le respect universel et la défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. La Libye est loin d'être un modèle en la matière!

Avez-vous donné injonction, contre l'avis de votre administration, de voter favorablement pour la Libye? Si oui, pourriez-vous nous en préciser les raisons? Ne regrettez-vous pas cette décision?

03.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): La résolution fondatrice du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies stipule que lors de l'élection des membres du Conseil, il faut prendre en considération l'engagement du candidat pour la défense et la promotion des droits de l'homme. L'administration des Affaires étrangères a dès lors considéré qu'il n'était pas opportun de soutenir la candidature de la Libye. Le ministre peut rétorquer que cela n'aurait rien changé et que la voie vers un nouveau départ aurait pu être ouverte, mais le soutien ou le rejet d'un candidat est également un signal politique. Plus de 40 pays ont d'ailleurs estimé qu'ils ne pouvaient pas soutenir la Libye.

Le ministre a également reconnu dans l'intervalle que notre pays a soutenu la candidature de la Libye dans le cadre d'un engagement à l'égard de pays qui ne partagent pas nos valeurs. Il va de soi que nous devons continuer à communiquer avec ces pays, notamment l'Iran. Mais communiquer avec ces pays ne veut absolument pas dire les soutenir lorsqu'ils posent leur candidature dans une institution comme le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il faut que le Conseil n'accueille que des pays dont le profil est acceptable en matière de respect des droits de l'homme.

Pourquoi notre pays a-t-il donc voté en faveur de la candidature de la Libye? La Belgique s'investit-elle, dans le cadre du *Human Rights Council review*, pour modifier le système des *clean slates*? Jusqu'où allons-nous dans le cadre de notre propre politique en matière de *clean slates*?

En définitive, notre pays siège encore jusqu'en juin 2012 au Conseil des droits de l'homme. Briguons-nous un deuxième mandat?

03.03 Alexandra Colen (VB): La Belgique aurait voté en faveur de l'intégration de la Libye au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, sans tenir compte de l'avis de l'administration des Affaires étrangères. Sur quels arguments reposait l'avis négatif de l'administration? La Belgique milite-t-elle dès lors en faveur de l'inclusion de la Libye dans la communauté internationale?

L'UE a aussi conclu avec la Libye des accords prévoyant une collaboration en matière de flux migratoires et de contrôles frontaliers jusqu'en 2013. À cette fin, elle verse 50 millions d'euros à Tripoli. L'UE et la Libye négocient en outre un accord prévoyant la réadmission par la Libye de ressortissants de pays du tiers-monde. Le respect des droits de l'homme est-il un critère pris en considération par l'UE? Si oui, comment celle-ci y veille-t-elle et comment contrôlera-t-elle la manière dont la Libye dépensera ces 50 millions d'euros?

03.04 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): En apportant finalement son soutien à la candidature de la Libye au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le ministre a décidé de faire fi de l'avis défavorable rendu par l'administration. Il avait pourtant déclaré que la Belgique n'enfreindrait pas le principe qui veut que lors de l'élection de candidats-membres, les membres de ce Conseil doivent tenir compte de la mesure dans laquelle les droits humains sont sauvegardés dans ces pays.

Pourquoi le ministre a-t-il soutenu la candidature de la Libye? Comment la Libye pourrait-elle, selon lui, jouer un rôle positif au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies? Certains pays ont-ils réagi à notre décision de soutenir la Libye?

03.05 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Lorsque nous sommes devenus membres du Conseil des droits de

l'homme des Nations Unies, en 2009, nous avions une vision précise de la défense de ces droits, qui étaient menacés. Dans les débats sur l'égalité entre les hommes et les femmes par rapport aux usages culturels et sur la liberté d'expression par rapport à la notion de blasphème, il est impossible de faire des compromis si l'on veut défendre l'universalité des droits de l'homme.

La Libye ne brille pas en la matière. Différents rapports l'ont déjà prouvé. Les autres candidats n'étaient pas plus exemplaires, mais la Libye me pose un réel problème. Je comprends que pour le ministre, il faut associer ce pays au dialogue mais c'est aussi possible ailleurs que dans le cadre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Ce Conseil traite en effet de questions politiques et une vision doit y être développée. Qu'y soient associés des pays dont la politique en matière de respect des droits de l'homme fait l'objet de critiques pose dès lors problème à mes yeux.

Faut-il considérer le soutien de la candidature de la Libye comme un changement de politique en matière de respect des droits de l'homme dans les forums multilatéraux? Comment peut-on concilier ce soutien avec les accords conclus par le gouvernement en 2008? Le ministre estime-t-il que la Libye adopte une attitude constructive en matière de respect des droits de l'homme? Comment notre pays votera-t-il à l'avenir? Soutiendra-t-il les "plus mauvais élèves de la classe" pour qu'ils s'engagent dans le domaine du respect des droits de l'homme? Sera-t-il candidat à un deuxième mandat au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies?

03.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Récemment, lors d'un échange de vues, vous aviez tenu des propos très durs à l'égard de la Libye.

Quelle a été votre réflexion pour soutenir ce pays, visiblement contre l'avis de votre administration? Est-il pertinent qu'un pays comme la Libye préside le Conseil des droits de l'homme de l'ONU? Ne pensez-vous pas que cela décrédibilise totalement l'ONU?

Nous sommes actuellement en droit de nous offusquer. Ce serait un très mauvais signal de dire que les droits ne sont pas universels et que la protection des droits de l'homme est adaptable en fonction des pays.

Quels ont été les votes des autres pays?

03.07 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Le vote est intervenu le 13 mai 2010. Nous devions nous prononcer sur différentes candidatures pour un siège au Conseil des droits de l'homme. Le groupe africain comptait quatre candidatures pour quatre places disponibles: l'Ouganda, la Mauritanie, l'Angola et la Libye.

(*En néerlandais*) Tout comme en octobre 2007, lorsqu'il avait été décidé, après qu'une première instruction d'abstention a été donnée, de soutenir finalement la candidature libyenne au Conseil de sécurité en 2008-2009, le processus décisionnel concernant la voix belge dans ce cas-ci n'a pas été linéaire. Au sein de mon administration, les avis étaient partagés à propos de cette candidature. Certains services étaient pour, d'autres contre. Il est inexact que j'ai pris une décision à rebours de l'avis rendu par mon administration, comme on l'a écrit dans certains journaux. En réalité, j'ai simplement tranché.

Cela n'a sûrement pas été une décision facile à prendre et la situation ambiguë de la Libye en ce qui concerne les droits de l'homme n'y est certes pas étrangère. La Libye a ratifié la plupart des conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme, contrairement à d'autres États membres africains candidats. L'adhésion au Conseil des droits de l'homme est une façon de renforcer l'engagement d'un pays concernant le respect des droits de l'homme. Une telle adhésion implique l'obligation pour le pays en question de dialoguer au quotidien et d'accepter le contrôle de la situation des droits de l'homme sur son territoire.

L'instruction de vote faisait référence à la situation *clean slate* et indiquait que la Belgique escomptait une attitude constructive du Conseil des droits de l'homme, ce qui est pour le moins inhabituel en matière d'instructions de vote aux candidats à l'adhésion. Lors de sa candidature, la Libye a pris en outre certains engagements concernant la collaboration avec les organes régionaux des droits de l'homme et avec le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, la promesse d'amorcer un dialogue constructif avec la société civile et les ONG, et la collaboration avec tous les États membres des

Nations Unies afin de garantir le respect des droits de l'homme.

(En français) Il y a eu des rapports critiques d'Amnesty International et de Human Rights Watch.

Le rapport de Human Rights Watch sur la Libye a été présenté pour la première fois à Tripoli, lors d'une conférence de presse du 11 décembre 2009. Ce qui indique un assouplissement du régime en termes de liberté d'expression. Le 10 décembre 2009, un rapport critique sur les droits de l'homme avait été publié par la Gaddafi Foundation. La candidature libyenne au Conseil des droits de l'homme semble à la base de ces développements.

(En néerlandais) Le respect des droits de l'homme n'a pas constitué le seul critère: d'autres éléments diplomatiques ont également joué un rôle, comme le soutien actif de l'Union africaine en faveur de la candidature libyenne. Ce soutien ne pouvait être ignoré dans la perspective du sommet UE-Afrique organisé à Tripoli quelques mois plus tard, durant la présidence belge de l'UE. La réussite de ce sommet a initialement été menacée par la possible présence de Omar al-Bashir, accusé de crimes de guerre. Au cours de deux entretiens, je suis parvenu à convaincre le ministre libyen des Affaires étrangères d'éviter la présence de M. al-Bashir. Le déroulement réussi du sommet, la présence de nombreux chefs de gouvernement de l'UE et les rencontres bilatérales avec le chef d'État libyen ont clairement montré que la Libye n'est plus considérée comme un paria sur la scène internationale.

(En français) Nous avons été informés que la plupart de nos partenaires européens allaient voter positivement. Finalement, la Libye a obtenu 155 voix sur 192, soit 81 % des voix. Le vote étant secret, je ne dispose pas d'informations spécifiques sur le vote des autres pays. Je ne puis me baser que sur les informations informelles transmises à nos diplomates.

(En néerlandais) Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies est un organe politique et intergouvernemental. Il reflète le monde tel qu'il est et non tel que nous voudrions qu'il soit. L'UE déplore le système de *clean slates*, c'est-à-dire la présence d'un nombre identique de candidats et de sièges, au sein d'un groupe régional. Nous plaillons pour une meilleure présentation des engagements volontaires et partant, pour une meilleure sélection des membres.

Notre pays n'aurait pas voté pour l'Iran. La Belgique a également exercé des pressions sur le plan international, au moyen de démarches bilatérales explicites, pour que la candidature de l'Iran ne soit pas prise en considération. Nous avons également contribué à la définition de la position de l'UE en vue de donner suite à la mise en œuvre des engagements volontaires lors de l'évaluation d'une candidature à la réélection.

Nous étudions l'éventualité d'un deuxième mandat de membre du Conseil des droits de l'homme. J'envisage très sérieusement cette option.

Des négociations sont en cours concernant un accord-cadre général entre l'UE et la Libye. La Libye a accepté la quasi-totalité des clauses relatives aux droits de l'homme. L'accord signé en octobre 2010 porte sur les migrations et la mobilité et prévoit l'accompagnement, la régularisation, la protection et l'intégration des migrants en Libye ainsi qu'une aide humanitaire au bénéfice de ces derniers. Il n'est nullement question d'un chèque en blanc. L'accord est soumis aux mécanismes réguliers européens applicables à tous nos voisins.

Je n'ai reçu ni n'attends aucune réaction de la part d'autres pays concernant notre décision.

03.08 Christian Brotcorne (cdH): Je ne partage pas votre choix. Une abstention aurait pu se justifier.

03.09 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Au nom des relations internationales, il faut parfois faire des "cadeaux" à certains pays alors qu'on préférerait s'abstenir. Cependant, offrir un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies me paraît un peu exagéré. Donnons leur autre chose! Je suis résolument contre la décision du ministre.

03.10 Alexandra Colen (VB): Nous devons être très attentifs, les prochaines années, à la manière dont il

sera tenu compte des droits de l'homme dans l'exécution de l'accord d'association et dans l'affectation des moyens financiers. À mon estime, et compte tenu du statut actuel de la Libye, il serait largement préférable de continuer de travailler sur la base d'un *track record* et des conventions requises.

03.11 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Je comprends comment la décision a été prise et je le respecte, mais ma vision reste fondamentalement différente. Il est parfaitement possible de laisser la Libye jouer un rôle au niveau du forum international mais de là à ce que ce soit au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, il y a un pas. Pourquoi ne pouvait-on pas s'abstenir? Il y avait un surplus de voix et une abstention eût été un signal clair et précis. Il est évident que le gouvernement a modifié sa politique et ce, notons-le au passage, alors que nous sommes en période d'affaires courantes.

03.12 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): C'est la Déclaration universelle des droits de l'homme qui doit nous guider, nous faire avancer. Une abstention aurait été plus judicieuse.

03.13 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je pense qu'il ne peut en aucun cas être question d'un changement de cap: la Belgique maintient bien son ambition de jouer un rôle dans la promotion des droits de l'homme.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.46 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de oppositie in Congo" (nr. 1853)
- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Congolese grondwetswijziging" (nr. 2107)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Congolese grondwetswijziging" (nr. 2128)
- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de grondwetsherziening en de verkiezingen in Congo" (nr. 2163)
- mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de nakende presidentsverkiezingen in Congo" (nr. 2209)
- de heer Patrick Dewael aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verkiezingen in Congo" (nr. 2231)

01.01 Peter Logghe (VB): Het regime in Kinshasa is, met het oog op de nakende verkiezingen, blijkbaar van plan om de campagnes van de oppositie op alle mogelijke manieren te dwarsbomen. Dit blijkt al uit de recent goedgekeurde grondwetsherziening.

Kan er nu nog sprake zijn van eerlijke verkiezingen? Heeft de Belgische regering een of andere vorm van steun gepland voor deze verkiezingen?

Naar verluidt vielen er begin januari 2011 in Kinshasa zes doden bij confrontaties tussen de politie en Congolese studenten die betoogden voor meer veiligheid op de campus.

Heeft de minister weet van deze incidenten? Hoe heeft hij op die gebeurtenissen gereageerd bij zijn Congolese ambtsgenoot? In welke mate volgt hij de grondwetsherziening in Congo? Heeft hij contacten met de plaatselijke oppositie? Hoe interpreteert hij de uitbreiding van de presidentiële macht in Congo in het raam van de grondwetsherziening?

01.02 Peter Luykx (N-VA): Als het Congolese Grondwettelijk Hof geen bezwaren uit tegen de grondwetswijziging die door de Senaat en de *Assemblée nationale* is goedgekeurd, kan de president

voortaan via een enkele stemronde verkozen worden. Dat zal natuurlijk verstrekkende gevolgen hebben voor de Congolese democratie.

Wat is de reactie van ons land op deze grondwetswijziging?

01.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Dat de Congolese president voortaan in een enkele stemronde en dus zonder absolute meerderheid zal verkozen kunnen worden, moet ons zorgen baren. Congo is een 'postconflictland', waar net alles moet worden gedaan om de verschillende partijen met elkaar in dialoog te laten treden. Wat nu gebeurt, is een aansporing voor het tegendeel. De vrees voor meer geweld is hierdoor gegrond.

Welke engagementen zal België opnemen om de verkiezingen in Congo vreedzaam te laten verlopen en om ook andere landen ter zake te mobiliseren? Zal er druk worden gezet op de Congolese instanties om hen tot andere inzichten te bewegen?

01.04 Patrick Dewael (Open Vld): Door de grondwetsherziening die in de Democratische Republiek Congo (DRC) is goedgekeurd, kan de president voortaan in één ronde, en dus met een relatief laag stemmenpercentage, verkozen worden.

Wat is de visie van de minister op deze grondwetswijziging? Welke gevolgen zal dit hebben voor de politiek en de veiligheid? Is er misschien een budgettaire noodzaak om de tweede stemmenronde af te schaffen? Komt de financiële steun vanuit ons land hierdoor in het gedrang? Zullen wij van correcte verkiezingen een voorwaarde maken in ruil voor steun? Beschikt de minister over aanwijzingen dat er sprake was van omkoping bij de stemming over de grondwetswijziging, zoals her en der wordt gefluisterd?

De **voorzitter**: We moeten erg voorzichtig zijn met onze reactie op de gewijzigde organisatie van de presidentsverkiezingen. Indien er slechts één ronde plaatsvindt, zou een president met slechts 30 of 35 procent van de stemmen kunnen worden verkozen. Anderzijds zal de oppositie verplicht zijn om vóór de verkiezingen de krachten te bundelen, waardoor er sterkere bondgenootschappen zouden kunnen ontstaan, wat minder het geval is wanneer ze tussen de twee verkiezingsronden tot stand zouden komen. Bondgenootschappen die na rijp beraad vóór de eerste verkiezingsronde tot stand komen, werpen meer vrucht af dan wanneer ze op een drafje tussen twee ronden worden gesloten. Het is niet eenvoudig om zich uit te spreken voor de ene of de andere oplossing. Bovendien gaat het hier om een interne Congolese aangelegenheid.

Wel moet worden vermeden dat de Grondwet in die zin zou worden gewijzigd dat twee opeenvolgende mandaten mogelijk worden. Dat ze zich te lang vastklampen aan de macht heeft al heel wat Afrikaanse leiders de das omgedaan. We moeten zoveel mogelijk invloed proberen uit te oefenen op het Congolese Parlement om te voorkomen dat men president zou kunnen worden voor het leven of dat men opeenvolgende mandaten zou kunnen uitoefenen.

Ook belangrijk lijkt me dat de Europese Unie internationale waarnemers naar Congo zou afvaardigen, eventueel onder het voorzitterschap van een vertegenwoordiger van het Europees Parlement, om verkiezingsfraude tegen te gaan. Dat lijkt me belangrijker dan dat we ons zouden mengen in het kiesstelsel. Misschien is België ook niet zo goed geplaatst om lessen te willen geven in verband met de efficiency van kiesstelsels: het onze lijkt immers op een volledige mislukking af te stevenen.

Als ik de DRC bezoek, stel ik vast dat er vorderingen worden gemaakt. Natuurlijk blijft die vooruitgang erg broos, zijn er nog tal van problemen en heerst er schrijnende armoede. Niettemin gaat het leven in de zwaarst getroffen gebieden opnieuw zijn gewone gang en is de veiligheid verbeterd. Men moet zich er dan ook voor hoeden de inspanningen die de huidige regering op bepaalde vlakken heeft geleverd, te ondergraven. Ik spreek hier uiteraard op persoonlijke titel.

01.05 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Het politieke leven in Congo wordt steeds meer beïnvloed door het vooruitzicht van de presidents- en parlementsverkiezingen in november 2011. Het is in dat kader dat de recente grondwetswijziging werd doorgevoerd. De politieke wil om de verkiezingen op tijd te organiseren,

lijkt aanwezig te zijn. De registratie van de kiezers gaat door, ook al gaat het nog vrij traag. Er is nu ook een doorbraak rond de benoeming van de leden van de *Commission électorale nationale indépendante* (CENI). De Congolese Staat is bereid om 60 procent van de financiering van de verkiezingen op zich te nemen.

De verkiezingscampagne is officieel nog niet begonnen, maar talrijke partijen en politici bereiden zich al volop voor. Na een verblijf van drie jaar in ons land is Etienne Tshisekedi terug in Kinshasa. Hij heeft zijn kandidatuur voor de presidentsverkiezingen net bekend gemaakt. De voormalige voorzitter van de *Assemblée nationale*, Vital Kamerhe, heeft onlangs zijn ontslag uit de meerderheidspartij PPRD aangekondigd en hij heeft zijn eigen partij, de UNC, gelanceerd. Bij zijn bezoek aan Oost-Congo waren er inderdaad een aantal incidenten. Er is sprake van een alliantie van deze opposanten met het MLC van Jean-Pierre Bemba in de tweede ronde van de presidentsverkiezingen. Dit zou volgens waarnemers geleid hebben tot een *sense of urgency* in de entourage van president Kabila.

Daarom werd begin januari 2011 het voorstel tot grondwetswijziging gelanceerd om de presidentsverkiezingen tot één ronde te beperken. Ondanks een boycot door de oppositie werd het voorstel op 15 januari goedgekeurd. Hierdoor zouden de kansen van president Kabila aanzienlijk stijgen.

Sinds 2000 is er in de DRC in het algemeen een geleidelijke verbetering waar te nemen, maar die verbetering verloopt tergend traag en blijft zeer fragiel. De DRC is een jonge democratie, waardoor het houden van verkiezingen een grote uitdaging vormt. Daarom pleit België al enige tijd voor een stevige ondersteuning door de internationale gemeenschap. De recente grondwetsherziening is een bron van bekommernis die moet leiden tot internationale waakzaamheid.

Op 3 januari heeft de woordvoerder van de Congolese regering de wens geuit om de Grondwet te herzien, teneinde de verkiezingen tot één ronde te kunnen herleiden. Op 15 januari al werd deze wijziging door het Congres met een drievijfde meerderheid goedgekeurd. Het voorstel van gewijzigde Grondwet bevindt zich nu bij het Grondwettelijk Hof, dat twee weken heeft om een advies te formuleren. De redenen voor deze wijziging zijn kostenbesparing, veiligheid en vermijden van de fragmentatie van het politiek landschap door de partijen te verplichten zich te groeperen.

De EU-lidstaten en de VS hebben overleg gepleegd over de houding die de internationale gemeenschap in deze zaak moet aannemen. Vooreerst werd vastgesteld dat de grondwetswijziging iedereen in snelheid gepakt heeft. In principe is het aan de Congolese overheid zelf om te beslissen hoe ze de verkiezingen wil organiseren.

De beslissing tot grondwetswijziging is op legale wijze gebeurd en daarop heeft de internationale gemeenschap eigenlijk geen commentaar te leveren. Er zijn echter wel vragen te stellen over de omstandigheden en de spoed waarmee zo'n belangrijke beslissing werd genomen. De verkiezingen in twee rondes behoorden tot de fundamenteën van de Grondwet van 2006. Ook de posthoofden van de EU hebben hun ontgoocheling en ongerustheid geuit. De internationale gemeenschap hoopt dat deze beslissing geen belemmering zal vormen voor het verankeren van de democratie in Congo. De vrijheid van meningsuiting en de mogelijkheid tot het voeren van oppositie moeten gegarandeerd blijven.

België benadrukt dat er deze keer ook effectief lokale verkiezingen moeten plaatsvinden. Het wegvallen van de tweede ronde biedt de mogelijkheid om de lokale verkiezingen te vervroegen. Ik heb bij mijn Congolese partners steeds aangedrongen op het organiseren van die lokale verkiezingen.

België is zich bewust van de gevolgen van het nieuwe verkiezingssysteem, waardoor een oppositiekandidaat de verkiezingen eigenlijk slechts kan winnen met de steun van de gehele oppositie. Deze onverhoedse wijziging van de spelregels kan leiden tot veiligheidsproblemen als de legitimiteit van de aldus verkozen president zou worden betwist.

De Europese partners zitten in vrij grote mate op dezelfde golflengte. Gelukkig hebben we een relatief groot moreel gewicht in het overleg tussen de EU-lidstaten bij het bepalen van een Europees standpunt. Een Europese verklaring werd gisteren gepubliceerd.

Er zijn inderdaad geruchten over omkoperij bij de stemming over de grondwetswijziging, maar ik kan momenteel niets bevestigen. Onze zaakgelastigde in Kinshasa heeft ons standpunt naar voren gebracht tijdens een onderhoud met de Congolese eerste minister.

De belangrijkste financiële donoren voor de Congolese verkiezingen zijn tot dusver de Europese Commissie, het Verenigd Koninkrijk en België. Voor 2011 heeft de Europese Commissie een bijdrage uitgetrokken van 47,5 miljoen euro.

Het Verenigd Koninkrijk heeft voor het hele proces een bijdrage van 22 miljoen pond uitgetrokken. Wat het Belgische budget betreft, is er nog een restant van 6 miljoen dollar van de vorige verkiezingsronde, dat nog niet toegewezen, maar wel beschikbaar is. België heeft voor 2010-2011 een financiering gepland van in totaal 12,5 miljoen euro. Daarvan is al 7,5 miljoen euro vanwege de FOD Ontwikkelingssamenwerking toegewezen en 5 miljoen euro is beschikbaar via de begrotingslijn Vredesopbouw van Buitenlandse Zaken, een bedrag dat evenwel nog niet is toegewezen.

(Frans) Ik kan mij nogal vinden in het pleidooi van de commissievoorzitter voor een krachtdadige missie bij de verkiezingen.

(Nederlands) De EU zal wellicht een electorale observatiemissie sturen om na te gaan of alles goed verloopt. Dat is een uitstekend initiatief.

Op dit ogenblik blijft België bij zijn beslissing om het verkiezingsproces financieel te steunen. De Europese Commissie en België zijn wel van mening dat de Congolese regering haar partners snel moet informeren over de gevolgen van de grondwetswijziging voor het verkiezingsproces. Het is evident dat er alleen geld gestort kan worden als de voorbereidingen van het verkiezingsproces correct verlopen. Hoewel dat ook de intentie van de Commissie is, was het voor sommige leden een brug te ver om dat ook duidelijk in de tekst op te nemen.

Het budgettaire voordeel van het weglaten van een tweede ronde is maar 3 procent van het totale budget. Deze beperkte impact heeft te maken met de mate waarop bepaalde verkiezingen zouden samenvallen. Mij lijkt het dat het argument van de regering voor het schrappen van een tweede ronde, namelijk grote besparingen, geen steek houdt.

Tot nog toe hebben wij geen enkele, duidelijke aanwijzing van een mogelijke link tussen de gewelddadige incidenten van 13 januari 2011 op de campus van de Universiteit van Kinshasa en de grondwetsherziening. De incidenten zouden veeleer met de onveiligheid op de campus en met de moeilijke levensomstandigheden van de studenten te maken hebben.

De onlusten zouden door de aanwezigheid van reischoppers – de zogenoemde *Kuluna* – aangewakkerd zijn. Verscheidene bronnen maken melding van meerdere doden en heel wat gewonden. Momenteel zijn we nog volop informatie aan het inwinnen over de politie-interventie. Als we daarover beschikken zullen we eventueel hieraan gevolg geven.

01.06 Peter Logghe (VB): Door die grondwetsherziening lijken vrije verkiezingen nu al ‘verschroeid’ te zijn nog voor de eerste stem is uitgebracht. De Belgische regering lijkt door die grondwetsherziening in snelheid gepakt te zijn. Het verbaast me dat de geblokkeerde 6 miljoen dollar dan toch zou worden vrijgegeven. Er is bovendien geen enkele zekerheid dat er ook lokale verkiezingen zullen komen.

01.07 Peter Luykx (N-VA): De motivatie van Kabila om de verkiezingen goedkoper te maken en ze sneller of vlotter te laten verlopen, is eigenlijk een drogreden. Hij wijzigt de regels om het de oppositie onmogelijk te maken zich nog tijdig voor te bereiden. De wedstrijdregels worden nog tijdens het toernooi gewijzigd.

01.08 Eva Brems (Ecolo-Groen!): De grondwetswijziging is wel niet illegaal verlopen, maar er zijn toch heel wat verontrustende signalen. Het accent dat de minister op lokale verkiezingen legt, is goed. Ook de Belgische ngo's zitten op die lijn. Volgens de minister is het echter niet zeker of het logistiek haalbaar zal zijn

om de verkiezingen te vervroegen of te verplaatsen. Men mag zich echter niet verschuilen achter logistieke argumenten om ze niet te organiseren. Er is een Europese verklaring, maar de minister heeft niet gezegd hoe België als land over zijn ongerustheid zal communiceren.

01.09 Patrick Dewael (Open Vld): We moeten er ons inderdaad voor hoeden om moraalridder te spelen ten opzichte van andere landen, maar het budgettaire aspect is zeker niet de reden waarom men het hele systeem herzielt.

De verwachtingen die werden gecreëerd bij de voorbereiding van de eerste verkiezingen, zijn nooit ingelost. We hebben de plicht om meer te zijn dan een aandachtige toeschouwer, ook omdat de budgettaire inspanning van ons land toch enorm is.

01.10 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De voorwaardelijkheid voor het vrijmaken van de middelen slaat ook op de 6 miljoen dollar en de 5 miljoen die nog niet is toegezegd en betreft heel het electorale proces. Ik kan mij niet indenken dat wij dit geld beschikbaar maken zonder garanties over het verloop van het volledige proces. Dat is ook in 2006 niet gebeurd. De Belgische diplomatie heeft er op de eerste plaats op toegezien dat er een sterk EU-standpunt kwam. Onze Belgische zaakgelastigde heeft wat meer onversneden de bekommernissen van de Belgische overheid aan de Congolese premier kunnen overmaken.

De **voorzitter**: Het is belangrijk dat de internationale gemeenschap waarnemers stuurt die tijdens de hele verkiezingscampagne aanwezig zijn en niet enkel op de dag van de verkiezingen. Alleen zo kan er terdege toegezien worden op het goede verloop van de verkiezingen.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de onrust in Tunesië" (nr. 1916)
- de heer Christian Brotcorne aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Tunesië" (nr. 1997)
- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand van de Belgen in Tunesië" (nr. 2008)
- de heer Patrick Moriau aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het politieke en sociale protest in Tunesië" (nr. 2043)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Tunesië en buurlanden" (nr. 2125)
- de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de recente ontwikkelingen in Tunesië" (nr. 2142)
- de heer Olivier Maingain aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de maatregelen die worden overwogen na de repressie van de protestbewegingen door de Tunesische autoriteiten" (nr. 2155)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Tunesië" (nr. 2160)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Belgische houding ten aanzien van het verdreven Tunesische regime" (nr. 2170)
- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Tunesische overgangsregering" (nr. 2181)
- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de mogelijke impact van de Tunesische revolutie op de Noord-Afrikaanse regio" (nr. 2229)
- mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Tunesië" (nr. 2265)
- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Tunesië" (nr. 2268)
- de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het politieke en sociale protest in Tunesië" (nr. 2312)

02.01 Alexandra Colen (VB): Al eind vorig jaar zouden in Tunesië duizenden mensen op straat zijn gekomen om te protesteren tegen president Ben Ali. Dat berichtte dewereldmorgen.be op 31 december 2010. Door de beknotte persvrijheid in Tunesië vond dit nieuws zijn weg naar de reguliere media niet.

Was de minister op dat moment al op de hoogte van deze protesten? Waarom konden de media hierover niet rechtstreeks berichten en was men voor informatie op anonieme bloggers aangewezen?

Hoeveel Belgen bevonden zich in Tunesië toen de onlusten uitbraken? Bij hoeveel incidenten waren er Belgen betrokken? Heeft onze overheid hulp verleend aan Belgen die het land wilden verlaten? Zijn er al voorbereidingen getroffen om landgenoten uit Algerije, Libië, Egypte en Libanon te evacueren, mocht de situatie ook daar ontsporen?

België heeft steeds goede bilaterale contacten met Tunesië onderhouden. Was onze overheid zich niet bewust van de aard van het regime van Ben Ali? Hebben onze autoriteiten tijdens bilaterale bezoeken aangedrongen op respect voor de democratie en de mensenrechten? Werden daar consequenties aan verbonden? Hoe reageerden de Tunesiërs?

02.02 Christian Brotcorne (cdH): Het democratische overgangsproces in Tunesië is vandaag nog lang niet rond. Zowat overal in het land zijn er nog betogingen en rellen. Het pleit is nog niet beslecht.

Wat doen België, de westerse democratieën en de Europese Unie om zich ervan te vergewissen dat Tunesië daadwerkelijk de overgang naar de democratie maakt? Als we op de aarzelende steunbetuigingen van België en de Europese Unie moeten afgaan, kunnen we daar toch wel onze twijfels over hebben. Geeft Frankrijk soms de toon aan in Europa?

Verkozen onze democratieën misschien een stabiele Staat, weliswaar met een autoritair bewind, boven een echte democratie? We kunnen ons niet van de indruk ontdoen dat het Westen de voorkeur gaf aan die autoritaire regimes, die immers garant staan voor stabiliteit.

Wat zijn vandaag de belangen van België in Tunesië? Hoe staat het met onze landgenoten? Frankrijk en Zwitserland zullen maatregelen treffen om de financiële tegoeden van de clan Ben Ali te bevriezen. Weet u of België soortgelijke acties zal ondernemen? Hoe staat het met de gevorderde status van Tunesië in het kader van zijn betrekkingen met de Europese Unie? Zou dit proces, dat door de pers een domino-effect wordt genoemd, zich ook kunnen verspreiden naar de buurlanden van Tunesië waar er eveneens een sterk of dictatoriaal regime heerst?

02.03 Karolien Grosemans (N-VA): Nadat in december 2010 een Tunesische groenteverkoper zichzelf in brand stak, braken er ernstige rellen uit, waarbij inmiddels al tientallen doden zijn gevallen.

Hoeveel landgenoten verblijven er in Tunesië? Zijn er reeds maatregelen getroffen om hen te beschermen? Werden de reisorganisatoren reeds gecontacteerd? Wat zijn de diplomatieke gevolgen van deze incidenten?

De politieke situatie in Tunesië staat na het vertrek van oud-president Ben Ali nog steeds onder hoogspanning. Er is nu wel een regering van nationale eenheid die zou standhouden tot de volgende presidents- en parlementsverkiezingen worden georganiseerd.

Welk standpunt neemt België in ten opzichte van de Tunesische overgangsregering? Legitimeert ons land het voorlopige bewind? Kan de minister de hulpverlening die de EU wil opzetten, toelichten? Welke engagementen zal ons land aangaan? Welke gevolgen heeft de Tunesische revolutie voor de Belgische diplomatie? Welk stappenplan heeft de Belgische ambassade in Tunis om onze landgenoten in veiligheid te brengen?

02.04 Peter Luykx (N-VA): In de Noord-Afrikaanse regio zijn er meerdere landen die, net zoals Tunesië, kampen met een jonge bevolking, hoge werkloosheid, inflatie en corruptie. Hierdoor kan de Tunesische jasmijnrevolutie een domino-effect creëren.

Houdt de minister rekening met dit domino-effect? Werd er al overlegd met de ambassadeurs in Noord-Afrika? Heeft hij een zicht op het totaal aantal landgenoten dat nog in Tunesië verblijft? Hoe zal de Belgische regering reageren wanneer de Tunesische revolutie navolging krijgt?

02.05 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Als gevolg van de opstand in Tunesië is voormalig president Ben Ali opgestapt. De politieke krachten beslisten een regering van nationale eenheid te vormen, maar de bevolking was het daar niet mee eens. De oppositiepartijen vinden hun weg terug. Aanvankelijk werd beslist om een regering te vormen na verkiezingen, die binnen twee maanden zouden worden georganiseerd, maar men is al snel tot de vaststelling gekomen dat zulks onmogelijk was en dat zowel de kieswet als de Grondwet moeten worden herzien indien men de verkiezingen een echte democratische grondslag wil geven.

Een aantal observatoren meent dat de onrust zou kunnen overwaaien naar Jemen, Algerije en Libanon, waar de politieke situatie al erg onstabiel is.

Wat is uw standpunt met betrekking tot de gebeurtenissen in Tunesië? Bent u het eens met de zienswijze van een lid van de Europese Groene Partij, dat, ook wanneer een dictatuur ten val komt, het systeem dat die dictatuur schraagde nog steeds aanwezig is en dat er veel meer tijd nodig is om het te ontmantelen en om de andere partijen de nodige tijd te gunnen om zich te organiseren?

We zouden ook graag weten wat u op het Europese en op het Belgische niveau verklaard heeft bij het einde van het Belgisch EU-voorzitterschap.

Heeft de familie Ben Ali-Trabelsi bezittingen of tegoeden in België? Werden hun tegoeden bevroren?

Is democratie volgens u verenigbaar met de islam?

02.06 Denis Ducarme (MR): Over welke informatie beschikt u met betrekking tot de situatie van de Belgen in Tunesië? Hoeveel landgenoten wensten gerepatriëerd te worden? Hoe staat het met onze economische belangen in Tunesië? Welke initiatieven zouden er overwogen moeten worden als de situatie nog zou verslechteren?

Welke adviezen heeft het ministerie van Buitenlandse Zaken verstrekt aan onze landgenoten die naar Tunesië zouden willen reizen, en aan de Belgen die al in Tunesië zijn? Naar verluidt zou het departement niet echt snel gereageerd hebben. Wat is uw oordeel over de reactie van Buitenlandse Zaken, en welke lessen trekt u eruit?

De International Federation for Human Rights eiste op 11 januari de opschorting van de onderhandelingen over een verdieping van het partnerschap tussen de Europese Unie en Tunesië.

Wat is het standpunt van België hierover? Misschien is het nuttig om af te wachten hoe de overgang naar een democratie zal verlopen vooraleer de onderhandelingen worden hervat. Wij weten helemaal niet wie onze toekomstige gesprekspartner zal zijn. Er bestaat een risico op islamisering. Het regime van Ben Ali had veel negatieve aspecten, maar er waren ook positieve elementen, zoals de positie van de vrouw. Hoe zal het morgen zijn, gelet op het risico van islamisering?

Hoe staat het met onze vertegenwoordiging in Tunesië? Beschikken wij over de nodige middelen om ervoor te zorgen dat België zo goed mogelijk vertegenwoordigd blijft in Tunesië? Hoe staat het met de vertegenwoordiging van Tunesië in België?

Ten slotte wilde ik nog weten of Ben Ali uit de Socialistische Internationale werd gezet.

02.07 Philippe Blanchart (PS): Is u tevreden over de reactie van de Europese Unie op de crisis in Tunesië? Denkt u niet dat de EU concretere acties zou moeten ondernemen, zoals het opschorten van de onderhandelingen over de toekenning van een gevorderde status aan Tunesië? Wat is de omvang van de rechtstreekse EU-steun aan Tunesië? Klopt het dat er een principieel akkoord zou bestaan over de bevrozing van de tegoeden van Ben Ali en zijn familie?

Deze procedure ter versterking van de betrekkingen zou beter worden bevroren zolang het geweld tegen de bevolking aanhoudt. Het Euromediterraan Netwerk heeft de coulante houding van de EU regelmatig op de korrel genomen.

Kan u ons informeren over de inhoud van uw besprekingen met de heer Kamel Morjane? Hebt u sinds het vertrek van Ben Ali nog contact met hem gehad? Heeft hij u iets verteld over maatregelen die de overgangsregering mogelijk zal nemen?

Hebben onze inlichtingendiensten de dreiging van de islamistische beweging El Nahda geanalyseerd, waarvoor er een wetsontwerp inzake internationale amnestie werd aangenomen? Wat vindt u van het feit dat Ben Ali lang met de fundamentalistische dreiging heeft geschermd om de steun van het Westen te kunnen behouden? Wat vindt u van een eventuele deelname van de islamisten aan de democratisering die in Tunesië op gang komt?

Werden er al specifieke veiligheidsmaatregelen genomen ten aanzien van de Belgen die in Tunesië verblijven? Heeft deze crisis gevolgen voor de Belgische bedrijven die in Tunesië actief zijn? Liggen er in Noord-Afrika nog andere politieke omwentelingen in het verschiet?

02.08 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Na een maand van aanhoudende rellen vlucht president Ben Ali op 14 januari naar Saudi-Arabië. Na zijn vertrek wordt de noodtoestand afgekondigd. Het leger treedt op om een einde te maken aan de plunderingen. Het leger verzet zich tegen de lijfwacht van Ben Ali en arresteert ook aanhangers van het regime die hadden geprobeerd de opstand neer te slaan. Fouad Mebazaa, de parlementsvoorzitter, wordt op 15 januari door de Constitutionele Raad beëdigd als interim-president. Hij vernieuwt het mandaat van premier Mohamed Ghannouchi en draagt hem op een regering van nationale eenheid te vormen. Op 17 januari stelt Mohamed Ghannouchi de nieuwe regering van 24 ministers voor, van wie er acht deel uitmaakten van het oude regime. Op dat moment demonstreren duizenden Tunesiërs nog altijd om de ontbinding van de partij van de verdreven president te eisen.

De premier kondigt aan dat er binnen zes maanden parlements- en presidentsverkiezingen zullen worden gehouden. Het protest houdt aan en verscheidene ministers van de oppositie nemen ontslag. Er worden maatregelen genomen om de gemoederen te bedaren: de partij van de ex-president sluit zeven leden uit, onder wie Ben Ali en zijn naaste adviseurs, en premier Ghannouchi en president Fouad Mebazaa stappen uit de RCD. De premier belooft onder meer de vrijlating van de politieke gevangenen, de legalisatie van alle politieke partijen, totale persvrijheid en de opheffing van het verbod op de activiteiten van ngo's, waaronder de Tunesische liga voor de mensenrechten.

Bovendien wordt er een onderzoek gestart naar prominenten die van corruptie worden verdacht.

De toestand blijft evenwel onzeker, temeer daar het verzet tegen de regering blijft voortduren. Zo zijn de Tunesische onderwijzers op maandag 24 januari massaal voor onbepaalde tijd in staking gegaan. Ze protesteren tegen het aanblijven van aanhangers van Ben Ali en willen voortstaken tot ze aftreden. Een en ander toont nog maar eens aan in welke precare situatie de Tunesische autoriteiten zich bevinden.

Ondanks het niet aflatende protest gaat de veiligheid er van dag tot dag op vooruit. De Tunesiërs zijn weer aan het werk gegaan en alsmaar meer winkels en banken hebben opnieuw de deuren geopend.

(*Nederlands*) Er zijn 1.483 Belgen ingeschreven in het register van de Belgische ambassade in Tunis, daarnaast hebben nog 203 Belgen hun contactgegevens meegedeeld. Van vrijdag 14 tot zondag 16 januari 2011 werden 1.317 Belgische toeristen gerepatriëerd door Thomas Cook en Jetair, 32 personen weigerden de repatriëring. De vluchten van ons land naar Tunesië werden stopgezet op 14 januari.

De Belgische ambassade communiceert met de Belgische gemeenschap in Tunesië via een piramidesysteem met sectorhoofden die de informatie van de ambassade doorspelen aan de landgenoten in hun sector. Er wordt ook overlegd met de Belgische reisorganisatoren. Daarnaast is er permanent ad-hocoverleg met de delegatie van de EU en de belangrijkste EU-ambassades. Buitenlandse Zaken staat in contact met de *Association of Belgian Touroperators*. Het huidige reisadvies luidt dat niet-essentiële reizen naar Tunesië worden afgeraden.

De laatste dagen normaliseert de situatie en doen onze landgenoten minder vaak een beroep op de ambassade. Er zijn nog geen maatregelen genomen om EU-burgers uit de regio te evacueren.

(Frans) Mijn diensten hebben geen weet van Belgische onderdanen die tijdens de betogingen gewond zijn geraakt. Iemand met de dubbele Belgisch-Tunesische nationaliteit werd opgepakt, maar kort nadien weer vrijgelaten. Onze post in Tunis (net als de posten van de andere Europese lidstaten) beschikt over bekwaam personeel, dat efficiënt heeft gereageerd op de noodsituatie. Er werden ter plaatse coördinatievergaderingen georganiseerd tussen onze posten.

Ik kom tot de reactie van de Europese Unie op de gebeurtenissen. De Hoge Vertegenwoordiger, Lady Catherine Ashton, en Eurocommissaris voor Uitbreiding en Europees nabuurschapsbeleid Stefan Füle hebben drie verklaringen afgelegd, op 10, 14 en 17 januari. In de jongste verklaring werd opgeroepen tot een rustig overgangsproces naar democratische verkiezingen. De Europese Unie biedt haar bijstand aan voor de voorbereiding en de organisatie van verkiezingen en wil zo nodig ook de dringende noden van de Tunesische bevolking helpen lenigen. De onderhandelingen over de instrumenten van de associatieovereenkomst en de toekomstige gevorderde status lopen nog. België volgt de onderhandelingen met bijzondere aandacht.

Tunesië staat ook op de agenda van de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari eerstkomend in Brussel. Die zal zich moeten uitspreken over het verlenen van steun aan het democratische overgangsproces en over de praktische en financiële modaliteiten van de bijstand die de Unie zal verlenen in het raam van de organisatie van de verkiezingen.

De overgangsregering moet luisteren naar de wensen van de bevolking en er rekening mee houden. De instrumenten en de middelen van de Unie moeten daartoe worden aangewend. We moeten de nodige waakzaamheid aan de dag leggen wat de situatie op het terrein betreft.

In de Europese Unie is er een consensus over het principe van het bevriezen van de tegoeden van de voormalige president Ben Ali. Die beslissing zou tijdens de volgende Raad Buitenlandse Zaken op 31 januari bekrachtigd moeten worden. Mijn diensten sporen ook eventuele bezittingen van de familie Ben Ali-Trabelsi in België op.

Er werd gezegd dat de Europese Unie de omvang van de problemen in Tunesië niet juist had ingeschat. Die kritiek is onterecht: de Europese Unie heeft jarenlang duidelijk gemaakt dat het Tunesische regime opener en democratischer moest worden. Naar aanleiding van het associatieakkoord in 1995, alsook bij de eindonderhandelingen over de gevorderde status hebben we die boodschap herhaald. We moeten die weg verder bewandelen. Politieke, financiële en technische instrumenten zijn de krachtigste hefboomen om de overgangsregering ertoe aan te zetten aan de verzuchtingen van het volk tegemoet te komen.

In het nieuwe nationaal indicatief programma voor de periode 2011-2013 wordt voor Tunesië een enveloppe van 240 miljoen euro uitgetrokken.

België heeft de evolutie van de toestand in Tunesië de jongste weken van nabij gevolgd.

(Nederlands) Op 11 januari heeft de Belgische ambassadeur in Tunis de ontwikkelingen aangekaart bij mijn ambtgenoot Kemal Morjane.

(Frans) Dat gesprek met de minister van Buitenlandse Zaken verliep dus via onze ambassadeur. De minister heeft de ernst van de situatie erkend.

(Nederlands) Hij betreurt de dodelijke slachtoffers en hoopt dat de rust spoedig terugkeert. Hij ziet de hoge werkloosheid, deels te wijten aan de internationale crisis, als het hoofdprobleem.

(Frans) Ik heb het Tunesische volk mijn steun betuigd in twee perscommuniqués: het eerste werd op 12 januari gepubliceerd, toen de demonstraties en confrontaties gewelddadig werden, het tweede op

14 januari, na het vertrek van president Ben Ali.

België is van oordeel dat de overgangsregering ten volle door de bevolking moet worden gesteund, opdat de grondslag kan worden gelegd voor de democratie in Tunesië.

De overgangsregering heeft als voornaamste opdracht de noodzakelijke voorwaarden te scheppen voor de organisatie van vrije en transparante verkiezingen. Dankzij deze verkiezingen zal de Tunesische bevolking verzekerd zijn van een toekomst waarvoor zij via een democratiseringsproces zelf heeft gekozen.

(Nederlands) In het kader van de *universal periodic review* van Tunesië in april 2008 heeft België een aantal aanbevelingen gedaan over de persvrijheid en de bescherming van de verdedigers van de mensenrechten.

Ook onderhouden de Belgische ambassade in Tunis en het departement Buitenlandse Zaken in Brussel regelmatige contacten met oppositieleiden en mensenrechtenverdedigers in Tunesië, ondanks de druk van het regime. Daardoor kunnen wij nu trouwens nauwe contacten leggen met mensen die zich nu in de machtscentra in Tunis bevinden.

De aandacht van België voor de mensenrechten en onze kritische houding tegenover het verloop van de presidentsverkiezingen in 2009 hebben overigens geleid tot een maandenlange crisis in de bilaterale contacten met het regime van Ben Ali.

(Frans) Het valt te verwachten dat de gebeurtenissen in Tunesië op strategisch vlak gevolgen hebben voor de Arabische landen, meer bepaald voor de Noord-Afrikaanse landen. Sommige landen uit de regio zijn ongerust en treffen maatregelen op sociaaleconomisch vlak.

Jeugdwerkloosheid vormt voor deze landen een bijzonder grote uitdaging. Afgezien van de sociaaleconomische dimensie, moeten er ook meer maatregelen worden getroffen om corruptie en zelfs nepotisme te beteugelen. Ook door de afwezigheid van openbare en individuele vrijheden in deze landen zouden er sociale bewegingen kunnen ontstaan.

Gelet op de huidige terugkeer naar een democratie en de liberalisering van het regime kan niet worden uitgesloten dat de islamisten weer op het politieke toneel verschijnen. De Tunesische islamistische partij Ennahda kondigde al aan dat zij wil deelnemen aan de verkiezingen. Tunesië is sinds zijn onafhankelijkheid in 1956 echter een lekenstaat en er zijn nooit echt islamistische machthebbers geweest. De steun voor de islamistische beweging is dus moeilijk in te schatten, want de aanhangers ervan kwamen onder het regime van Ben Ali meestal niet voor hun mening uit.

België is geheel en al bereid om het huidige democratiseringsproces in Tunesië te begeleiden. Ik heb aan mijn diensten gevraagd om in dit verband concrete voorstellen te doen.

02.09 Alexandra Colen (VB): Als ik het goed begrijp beperkten de contacten met Tunesië zich tot contacten met de oppositie? Heeft België ook het officiële regime gewezen op de mensenrechtensituatie?

02.10 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De crisis naar aanleiding van de presidentsverkiezingen is nog een groot stuk van 2010 blijven voortduren. Toen waren er geen contacten op officieel niveau. In het kader van een Euromedvergadering in oktober 2010 heb ik welgeteld één contact gehad met mijn collega bevoegd voor handel. Toen heb ik de mensenrechtenzaak aangekaart. De hevige reactie van het regime op een uitspraak van toenmalig minister van Buitenlandse Zaken Leterme heeft ons er niet van weerhouden om via onze diplomaten contact te blijven houden met de oppositie.

02.11 Alexandra Colen (VB): Op de site van Buitenlandse Zaken staat nochtans dat de Belgische investeringen en de regelmatige bezoeken een bewijs zijn van de aanhoudende bilaterale betrekkingen tussen beide landen.

02.12 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Bilaterale relaties met een land mogen niet worden verward met relaties met een regime of een overheid. Het Tunesische volk had wel degelijk belang bij onze

economische banden.

02.13 Alexandra Colen (VB): Het is nu onze taak om via de EU ons steentje bij te dragen om alles daar in goede banen te helpen leiden.

02.14 Christian Brotcorne (cdH): Ik ben in globa tevreden met uw antwoord. Toen de heer Letermé nog minister van Buitenlandse Zaken was, heeft hij bij de herverkiezing van president Ben Ali vrij harde verklaringen afgelegd ten aanzien van Tunesië. De andere landen wachten af hoe het Westen zal reageren. Het is ook te danken aan ons vermogen om efficiënt te reageren en het democratiseringsproces in Tunesië effectief te begeleiden dat de toestand er zal kunnen evolueren. De EU moet aan de verwachtingen voldoen en mag de afspraak met dit sleutelmoment niet missen. In naam van de Europese waarden moet de EU haar beginselen absoluut trouw blijven.

02.15 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Het zou interessant zijn dat u de toekomstige gevorderde status, waaraan een belangrijke invulling moet worden gegeven, zou komen toelichten. Er circuleren heel wat berichten over de steun die diverse staatshoofden, onder wie die van Italië en Frankrijk, verlenen. Het behoud van een sterk regime aan de grenzen van Europa zou veel westerse landen goed uitkomen.

Volgens Amnesty International zouden de diensten het democratisch overgangsproces van nabij moeten volgen (onderzoekscommissies, vrijlating van politieke gevangenen, eerlijke processen in overeenstemming met de Europese democratische normen, persvrijheid, enz.).

De VN zouden de organisatie van de verkiezingen kunnen opvolgen. We zouden ook een rol kunnen spelen in het kader van de bilaterale betrekkingen en van de betrekkingen tussen de Europese Unie en Tunesië.

Ik hoop dat de Europese Unie en België de evoluties die zich in de andere landen zouden kunnen voordoen proactiever zullen opvolgen.

02.16 Philippe Blanchart (PS): De Europese hulpverlening aan Tunesië sinds 1978 loopt op tot vijf miljard euro. In de toekomst zal de financiering afhankelijk moeten worden gemaakt van de resultaten op het stuk van de democratie.

Met betrekking tot de Socialistische Internationale wil ik erop wijzen dat men dat soort instelling niet altijd onder controle heeft. Men had het over de heer Urbain. Men zou echter ook naar de heer Mampaka kunnen verwijzen, die vertrokken is naar Libië; of eraan herinneren dat er een Colombiaanse partij van drugshandelaars deel uitmaakt van de Liberale Internationale; of dat de EVP ook extreemrechtse partijen in haar rangen telt. Laten we het politieke debat niet naar beneden halen met dit soort uitspraken.

02.17 Christian Brotcorne (cdH): In tegenstelling tot wat de heer Ducarme meent te hebben begrepen, heb ik de Socialistische Internationale niet ter discussie gesteld. Ik heb verwezen naar een minister van staat, zonder vermelding van zijn politieke kleur, om aan te tonen dat sommigen liever te maken hebben met autoritaire regimes dan met democratische regimes. Meer niet.

De **voorzitter**: Laten we niet op de man spelen, zeker als de betrokkene er zelf niet bij is.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer **Christian Brotcorne** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Belgische ja-stem voor de kandidatuur van Libië in de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2110)
- de heer **Bruno Tuybens** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de steun van de Libische kandidatuur voor de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2127)
- mevrouw **Eva Brems** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "zijn steun voor de kandidatuur van Libië als lid van de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2161)

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de opname van Libië in de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2173)
- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Belgische steun aan Libië in de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2179)
- mevrouw Gwendolyn Rutten aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de opname van Libië in de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2194)
- mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Libische voorzitterschap van de VN-Mensenrechtenraad" (nr. 2267)

03.01 Christian Brotcorne (cdH): In *De Morgen* van 15 januari 2011 stond te lezen dat België de Libische kandidatuur voor de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties zou hebben gesteund. De opdracht van de Mensenrechtenraad bestaat erin de universele eerbiediging en verdediging van alle mensenrechten en fundamentele vrijheden te bevorderen. Nu is Libië toch niet meteen een modelstaat op dat vlak!

Hebt u, tegen het advies van uw administratie in, instructie gegeven om voor Libië te stemmen? Zo ja, kan u ons de redenen daarvoor toelichten? Betreurt u die beslissing niet?

03.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): De oprichtingsresolutie van de VN-Mensenrechtenraad bepaalt dat bij de verkiezing van de leden rekening moet worden gehouden met het engagement van de kandidaat voor de bescherming en de bevordering van de mensenrechten. Het is om deze reden dat het volgens de administratie van Buitenlandse Zaken niet gepast was om de kandidaatstelling van Libië te steunen. De minister kan opwerpen dat het niets had uitgemaakt en dat het toch een *clean slate* was, maar het al dan niet steunen van een kandidaat geldt ook als een politiek signaal. Meer dan 40 landen hebben trouwens geoordeeld dat zij het niet konden maken om voor Libië te stemmen.

De minister heeft intussen ook toegegeven dat ons land de kandidatuur van Libië heeft gesteund in het kader van een engagement ten aanzien van landen die onze opvattingen niet delen. Uiteraard moet men met die landen blijven spreken, bijvoorbeeld met een land als Iran. Maar dat is nog iets anders dan dergelijke landen steunen bij hun kandidatuur voor een instelling als de VN-Mensenrechtenraad. Het is de bedoeling dat in de Raad enkel landen zetelen met een aanvaardbaar profiel inzake respect voor mensenrechten.

Waarom heeft ons land nu eigenlijk voor de kandidatuur van Libië gestemd? Zet België zich, binnen het kader van de *Human Rights Council review*, in om het systeem van de *clean slates* te veranderen? Hoe ver gaan wij zelf in ons beleid inzake *clean slates*?

Uiteindelijk zetelt ons land nog tot juni 2012 in de Mensenrechtenraad. Ambiéren we een tweede termijn?

03.03 Alexandra Colen (VB): België zou een ja-stem hebben uitgebracht voor de opname van Libië in de VN-Mensenrechtenraad, dit in tegenspraak met het advies van de administratie van Buitenlandse Zaken. Op welke argumenten steunde het negatieve advies van de administratie? Engageert België zich dan voor de opname van Libië in de internationale gemeenschap?

De EU sloot ook akkoorden met Libië om tot 2013 samen te werken inzake migratiestromen en grenscontroles. De EU betaalt Libië daarvoor 50 miljoen euro. De EU en Libië onderhandelen ook over een akkoord in verband met de terugname door Libië van onderdanen van derdewereldlanden. Houdt de EU wel rekening met het respect voor de mensenrechten? Hoe wordt daarop dan toegezien en hoe wordt het toezicht op de besteding door Libië van de 50 miljoen euro georganiseerd?

03.04 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Het negatieve advies van de administratie werd door de minister naast zich neergelegd door de kandidatuur van Libië voor de VN-Mensenrechtenraad uiteindelijk te steunen. Nochtans had de minister verklaard dat België zou vasthouden aan het principe dat leden van die Raad bij de verkiezing van kandidaat-leden rekening moeten houden met de bescherming van de mensenrechten.

Waarom steunde de minister de kandidatuur van Libië? Hoe denkt hij dat Libië een positieve rol kan spelen in de VN-Mensenrechtenraad? Waren er al reacties van andere landen op onze steun?

03.05 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Toen wij in 2009 lid werden van de VN-Mensenrechtenraad, was dat met een duidelijke visie op de verdediging van de mensenrechten, die onder druk stonden. In de discussies over de gelijkheid tussen mannen en vrouwen versus culturele gebruiken en de vrije meningsuiting versus godslastering mogen wij geen compromissen sluiten als we de universaliteit van de mensenrechten willen verdedigen.

Libië scoort niet goed op deze punten. Verschillende rapporten hebben dat al aangetoond. De andere kandidaten waren ook niet voorbeeldig, maar met Libië heb ik echt moeite. Ik begrijp dat de minister vindt dat wij dit land moeten betrekken in een dialoog, maar dat kan ook op andere fora dan de VN-Mensenrechtenraad.

Daarin gaat het immers om het beleid en moet er een visie worden uitgestippeld. Ik heb het er dan ook moeilijk mee dat dit gebeurt met landen die slecht scoren op hun mensenrechtenbeleid.

Moeten wij de steun voor de kandidatuur van Libië beschouwen als een beleidswijziging inzake mensenrechten op multilaterale fora? Hoe is deze steun te verzoenen met de afspraken die in 2008 door de regering werden gemaakt? Vindt de minister dat Libië een constructieve houding inzake mensenrechten heeft? Welk stemgedrag zal ons land in de toekomst hanteren? Zal ons land de 'slechtste leerlingen van de klas' steunen om ze te engageren inzake mensenrechten? Zal ons land kandidaat zijn voor een tweede termijn in de Mensenrechtenraad van de VN?

03.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Onlangs liet u zich tijdens een gedachtewisseling nog zeer hard uit over Libië.

Hoe bent u ertoe gekomen dat land te steunen, duidelijk tegen het advies van uw administratie in? Houdt het steek dat een land als Libië voorzitter van de VN-Mensenrechtenraad wordt? Denkt u niet dat de VN daardoor volledig in diskrediet zouden worden gebracht?

We mogen hier echt wel aanstoot aan nemen. Beweren dat de rechten niet universeel zijn en dat de bescherming van de mensenrechten een rekbaar begrip is, afhankelijk van het land, zou een bijzonder slecht signaal zijn.

Hoe hebben de andere landen gestemd?

03.07 Minister Steven Vanackere (Frans): De stemming vond plaats op 13 mei 2010. Wij moesten ons uitspreken over de kandidaturen voor een zitje in de Mensenrechtenraad. De Afrikaanse groep telde vier kandidaturen voor vier beschikbare plaatsen: Uganda, Mauritanië, Angola en Libië.

(Nederlands) Net zoals in oktober 2007, toen na een eerste instructie tot onthouding uiteindelijk toch beslist werd om de kandidatuur van Libië te steunen voor het lidmaatschap van de VN-Veiligheidsraad in 2008-2009, is de besluitvorming over deze stem niet rechtlijnig verlopen. Binnen mijn administratie was er verdeeldheid over deze kandidatuur. Sommige diensten waren voor en andere tegen. Ik nam geen beslissing tegen het advies in van mijn eigen administratie, zoals in de kranten werd geschreven, maar ik heb eigenlijk gewoon de knoop doorgehakt.

Het was zeker geen eenvoudige beslissing en de moeilijke situatie van Libië inzake mensenrechten is daar natuurlijk niet vreemd aan. Libië heeft de meeste VN-conventies inzake mensenrechten wel geratificeerd, die door andere Afrikaanse kandidaat-lidstaten niet werden geratificeerd. Lidmaatschap van de Mensenrechtenraad kan een manier zijn om een land sterker te engageren in zijn respect voor de mensenrechten. Via het lidmaatschap stelt zo'n land zich bloot aan de dagelijkse dialoog en aan monitoring van zijn eigen mensenrechtensituatie.

In de steminstructie werd verwezen naar de *clean slate*-situatie en werd ook aangegeven dat België rekende

op een constructieve houding in de Mensenrechtenraad. Dat is zeker niet gebruikelijk bij steminstructies voor kandidaat-leden. Bij de kandidaatstelling is Libië bovendien een aantal engagementen aangegaan inzake samenwerking met regionale mensenrechtenorganen en met het bureau van de VN-Hoge Commissaris voor de Mensenrechten, inzake de belofte om een constructieve dialoog te willen aangaan met het middenveld en de ngo's en inzake samenwerking met alle VN-lidstaten om de bescherming van de mensenrechten te vrijwaren.

(Frans) Zowel Amnesty International als Human Rights Watch hebben kritische rapporten uitgebracht.

Het rapport van Human Rights Watch over Libië werd voor het eerst voorgesteld in Tripoli, tijdens een persconferentie op 11 december 2009. Dat wijst op een versoepeling van het bewind inzake de vrijheid van meningsuiting. Op 10 december 2009 maakte de Gaddafi Foundation een kritisch rapport over de mensenrechten bekend. Het is precies de Libische kandidatuur voor de VN-Mensenrechtenraad die de voedingsbodem zou zijn geweest voor die ontwikkelingen.

(Nederlands) Niet alleen het respect voor de mensenrechten, maar ook andere diplomatieke elementen speelden een rol, zoals de actieve steun van de Afrikaanse Unie voor de Libische kandidatuur. Die steun kon niet worden genegeerd in het licht van de EU-Afrika-top in Tripoli enkele maanden later, tijdens het Belgisch EU-voorzitterschap. Het welslagen van die top werd aanvankelijk bedreigd door de mogelijke aanwezigheid van de van oorlogsmisdaden beschuldigde Omar al-Bashir. Tijdens een paar gesprekken heb ik de Libische minister van Buitenlandse Zaken er dan van kunnen overtuigen de aanwezigheid van al-Bashir te voorkomen. Het geslaagde verloop van de top, de aanwezigheid van vele EU-regeringsleiders en de bilaterale ontmoetingen met de regeringsleider van Libië hebben duidelijk gemaakt dat Libië niet langer als een paria wordt beschouwd in de internationale gemeenschap.

(Frans) Men had ons laten weten dat de meeste van onze Europese partners een positieve stem zouden uitbrengen. Uiteindelijk heeft Libië 155 van de 192 stemmen verkregen, d.i. 81 procent van het totaal aantal stemmen. Aangezien de stemming geheim is, beschik ik niet over specifieke informatie over het stemgedrag van de andere landen. Ik kan me enkel baseren op de informele informatie die aan onze diplomaten werd meegedeeld.

(Nederlands) De VN-Mensenrechtenraad is een politiek en een intergouvernementeel orgaan. Het is een afspiegeling van de wereld zoals die is, niet zoals we die graag zouden hebben. De EU betreurt het systeem van de *clean slates* en het feit dat er evenveel kandidaten als zetels zijn binnen een regionale groep. Wij ijveren voor een betere selectie van de leden door een betere presentatie van de vrijwillige engagementen.

Ons land zou wel niet voor Iran gestemd hebben. België heeft mee internationale druk uitgeoefend tegen de Iraanse kandidatuur via expliciete bilaterale demarches. Wij hebben ook meegewerkt aan de EU-positie om opvolging te geven aan de realisatie van vrijwillige engagementen bij de beoordeling van een kandidatuur voor herverkiezing.

Wij bestuderen wel degelijk een tweede termijn als lid van de Mensenrechtenraad. Ik neem dit sterk in overweging.

Er wordt momenteel onderhandeld over een algemeen kaderakkoord tussen de EU en Libië. Libië heeft bijna alle clausules inzake mensenrechten aanvaard. Het akkoord dat in oktober 2010 werd ondertekend, gaat over migratie en mobiliteit en voorziet in humanitaire hulp, begeleiding, regularisatie, bescherming en integratie van migranten in Libië. Er is hierbij geen sprake van een blanco cheque. Het akkoord is onderworpen aan de reguliere Europese mechanismen die gelden voor alle landen van ons nabuurschap.

Ik heb geen reacties gekregen van andere landen over onze beslissing en ik verwacht er ook geen.

03.08 **Christian Brotcorne** (cdH): Ik ben het niet eens met uw keuze. Een onthouding was te verantwoorden geweest.

03.09 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Ter wille van de internationale relaties moet er inderdaad soms iets

worden gegeven aan landen waaraan men liever niets zou geven. Maar een zitje in de VN-Mensenrechtenraad gaat toch wel ver. Bied dan iets anders aan! Ik blijf het oneens met de beslissing van de minister.

03.10 Alexandra Colen (VB): We moeten de komende jaren goed toekijken hoe bij de uitvoering van het associatieakkoord en de besteding van de gelden rekening wordt gehouden met de mensenrechten. Volgens mij is het, gezien de huidige status van Libië, veel beter voort te werken met een *track record* en de nodige verdragen.

03.11 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Ik begrijp hoe de beslissing is genomen en ik respecteer dat, maar ik houd er een fundamenteel andere visie op na. Libië een rol laten spelen op het internationale forum, is perfect mogelijk, maar de VN-Mensenrechtenraad is toch nog wel wat anders. Ik begrijp niet waarom wij ons niet hadden kunnen onthouden. Er was een overschot van stemmen, een onthouding was perfect mogelijk en zou een duidelijk signaal zijn geweest. De regering heeft duidelijk een beleidswijziging gemaakt, nota bene in een toestand van lopende zaken.

03.12 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De Universele Verklaring van de Rechten van de Mens moet ons richtsnoer zijn, ons baken om vooruitgang te boeken. Ons land had zich beter onthouden.

03.13 Minister Steven Vanackere (*Nederlands*): Ik denk dat er in geen geval kan worden gesproken van een koerswijziging. België behoudt wel degelijk zijn ambitie om een rol te spelen bij het bevorderen van de mensenrechten.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.15 uur.